

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS



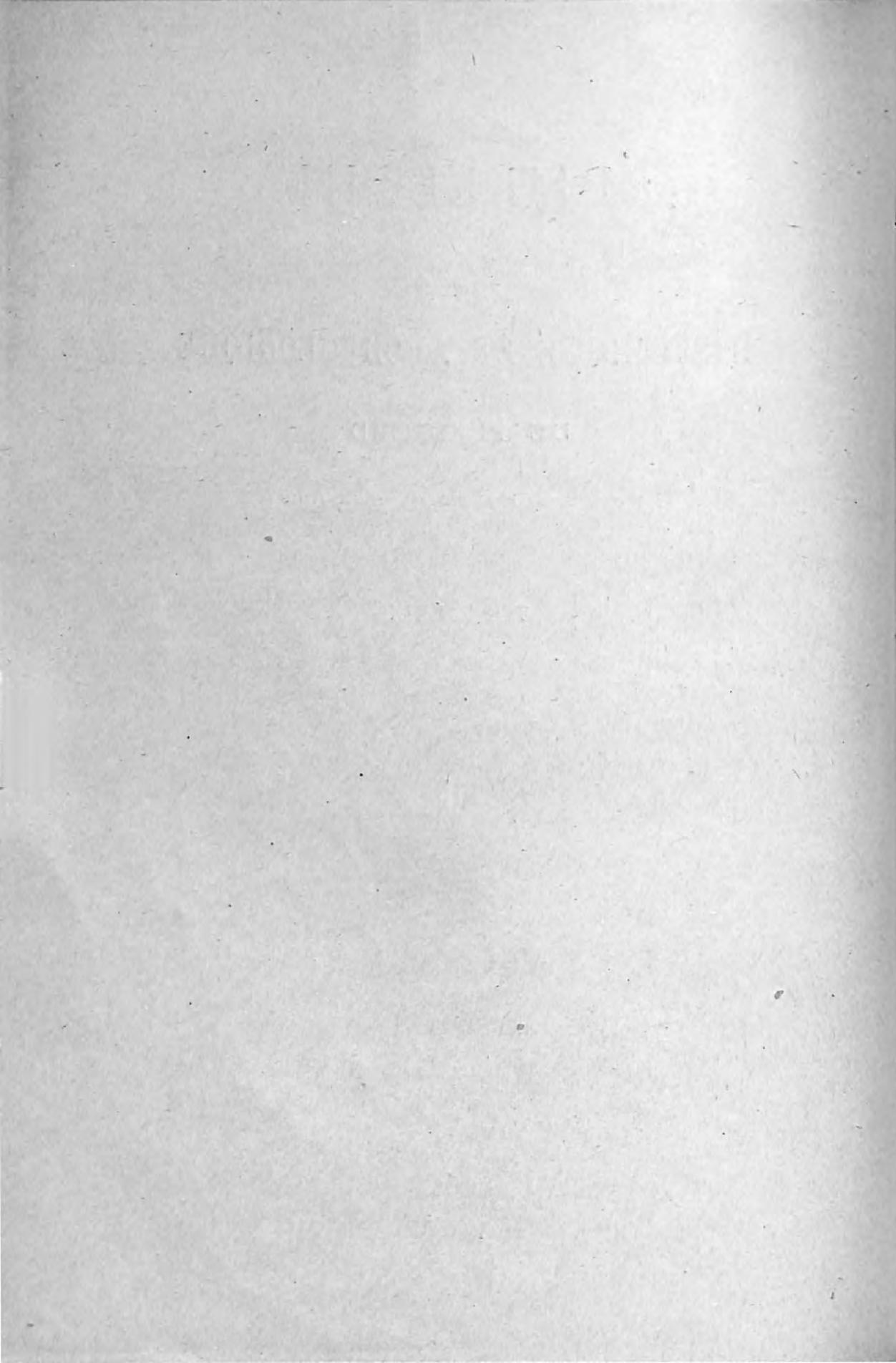
TOME LXIX



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE RIBES, RUE ANTOINE-GADAUD, 14.

—
1942



MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MORTS POUR LA PATRIE

PENDANT LA GUERRE DE 1914-1918

RENÉ DE FRÉMONT, sous-lieutenant au 250^e de ligne.

L'abbé CLODER, curé de Cognac-sur-l'Isle.

L'abbé CHANTELOUBE, curé de Doissac.

CHARLES DEVIN, lieutenant du génie, pilote aviateur, chevalier de la Légion d'honneur.

Le capitaine adjudant-major CAIEZ, d'EPINAY, chevalier de la Légion d'honneur, du 234^e d'infanterie.

LOUIS SIMON, sous-lieutenant au 308^e d'infanterie.

GABRIEL LASSAIGNE, lieutenant à l'Etat-Major divisionnaire.

— 6 —

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU

Président

M. le chanoine Joseph ROUX, A , lauréat de l'Institut.

Vice-Présidents

M. Fournier DE LAURIÈRE, A .
M. le comte de SAINT-SAUD, \ast , I .
M. André JOUANEL, I .
M. Joseph DURIEUX, C \ast , I .
M. Géraud LAVERGNE, \ast , I .

Secrétaire-Général

M. Jean MAUBOURGUET, I , I .

Secrétaires-Adjoints

M. Eugène AUBISSE, I .
M. le D^r Charles LAFON, \ast , I .
M. le comte Henri DE LESTRADE.

Trésorier

M. Charles AUBLANT, \ast , I .

COMITÉ DE PUBLICATION

M. le PRÉSIDENT, M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, MM. Géraud
LAVERGNE, le comte DE SAINT-SAUD et DUBOSCQ.

MM. les membres de la Société qui auraient changé d'adresse ou désireraient apporter des modifications au libellé des renseignements portés sur la présente liste sont priés d'en informer M. le Secrétaire général avant le 1^{er} janvier de chaque année.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

1926. AFFLET (L'abbé), curé-doyen de Terrasson.
1920. ANDRIEU-DELILLE (M^{lle}). Rouffignac.
1935. ANTONY (Alfred), O *, directeur de l'Administration de l'Octroi intercommunal de la région parisienne. Rue du Regard, 12, Paris (VI^e).
1939. APPEYROUX (L'abbé Henri), curé-doyen d'Excideuil.
1934. ARDILLIER (Max), docteur en droit, négociant. Boulevard de Vésone, 23, Périgueux.
1938. ARLET (Jean), *, ingénieur civil des Mines. Rue Hamelin, 3, Paris (XVI^e), et rue Landry, 7, Sarlat.
1941. ARLET (Louis), *, ⚖, avoué. Place de la Grande-Rigaudie, Sarlat.
1930. AUBISSE (Eugène), ⚙ I, inspecteur honoraire de l'Enseignement primaire. Rue Emile-Lafon, 34, Périgueux.
1888. AUBLANT (Charles), *, ⚙ I, Conservateur du Musée du Périgord. Rue de Strasbourg, 26, Périgueux, et Boulois, par Echourgnac.
1929. AUBLANT (Pierre), contrôleur à la succursale de la Banque de France. Lyon.
1939. AUDOIN (Fernand), maréchal-des-logis-chef de gendarmerie. Laforce.
1929. AUDY (Paul). Laudonie, par Rouffignac.
1923. BALARD (Le D^r Paul), chirurgien-accoucheur en chef de la Maternité. Rue Duffour-Dubergier, 9, Bordeaux.
1928. BARILLOT (Ernest), *, ⚙ I, pharmacien, Cours Saint-Georges, 23, Périgueux.

1936. BARTHEAU (Louis), ✱. Château des Bernadières, par Ladosse.
1923. BARJOU (Le colonel Victor), O ✱. Avenue Béran ger, 14, Pessac (Gironde).
1920. BARRIÈRE (Pierre), ✨ A, agrégé de l'Université, docteur ès lettres, lauréat de l'Institut, professeur au Lycée. Rue Mazarin, 74, Bordeaux.
1939. BASCOU (Jacques), licencié d'histoire, diplômé d'Etudes supérieures, professeur à l'E. P. S. Périgueux.
1928. BASTARD (Le baron Henri de). Château d'Hautefort, au Pavillon de Saint-Agnan, par Hautefort.
1941. BAUBEROT (René), professeur à l'E. P. S. Excideuil.
1941. BEAUCÉ (M^{lle} Marguerite de). Valay, par Douzillac.
1891. BEAUMONT (Le marquis Georges de). Saint-Cyprien.
1934. BÉLINGARD (Georges), expert près les Tribunaux. Rue de la Constitution, 7, Périgueux.
1926. BELLERIVE (M^{me} Charles de), diplômée de l'Ecole du Louvre. Rue du Sergent-Hoff, 4 bis, Paris (XVII^e).
1941. BENOIST (Pierre). Fonroque, par Moncaret.
1939. BERGOUNIOUX (Le R. P. Frédéric), docteur ès sciences, professeur à l'Institut Catholique. Rue de la Fonderie, 31, Toulouse (Haute-Garonne).
1940. BERTAUD (Alfred), ✨, ✨ A. Rue Franklin, 3, Paris (XVI^e).
1936. BERTON (M^{me} René). Rue de la République, 6, Périgueux.
1936. BESSE-DESMOULIÈRES (Camille), ✱, ✨ A, Consul général de France en retraite. Milhac-de-Nontron.
1941. BESSE-DESMOULIÈRES (Roger), ✱, Consul de France attaché au Consulat général de France. Barcelone (Espagne).
1930. BESSEY DE CONTENSON (Le baron Christophe de), O ✱, chef d'escadron en retraite. Villa Mathilde, Sousse (Tunisie).
1908. BESSON (Georges), avoué-licencié honoraire. Cours Georges-Clémenceau, 3, Bordeaux.
1941. BEYLARD (Daniel). Rue Lamartine, 19, Périgueux.
1940. BEYLOT (Raoul), ingénieur agricole. Thiviers.
1910. BEYNEY (Maurice), juge au Tribunal de Périgueux.

1933. BEZAC (L'abbé), préfet des études à l'Institution Saint-Joseph. Avenue de Paris, Périgueux.

1926. BIBIÉ (Maxence), *, ☞, ancien Sous-Secrétaire d'Etat, député de la Dordogne, professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux. Villetoureix, par Ribérac.

Bibliothèque des ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA DORDOGNE. Périgueux. (Service.)

1941. Bibliothèque des ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA HAUTE-VIENNE. (Abonnement).

Bibliothèque de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE THÉOLOGIE. Avenue de Paris, 38, Périgueux. (Service.)

Bibliothèque de l'EVÊCHÉ. Rue Paul-Louis-Courrier, Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE. Bergerac. (Abonnement).

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE. Montluçon, Allier. (Abonnement).

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE. Périgueux. (Service.)

1934. BIDANCHON (Roger), architecte. Rue Maleville, 3, Périgueux.

1940. BIRABEN (Louis), *, ☞, chef de cabinet du Directeur général de l'Assistance Publique, en retraite. Rue Vallette, 57, Bergerac.

1934. BLANC (Edmond). Château de Puymoger, par Javerlhac.

1932. BLANC (Séverin), *, ☞ I, directeur d'Ecole communale. Les Eyzies-de-Tayac.

1935. BLANCHARD (Fernand). Rue de l'Avenir, 4, Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).

1939. BLANCHAUD (Edmond de), professeur agrégé au Lycée. Rue de Metz, 31, Périgueux.

1937. BLOC (André), ingénieur des Arts et Manufactures, architecte. Rue Bartoldi, 5, Boulogne-Billancourt (Seine).

1939. BLONDEL (Lieutenant-colonel Fernand), C *, ☞. Avenue Bertrand-de-Born, 16, Périgueux.

1940. BOBÉ (Dr Jean), directeur de l'Hôpital psychiatrique de Vauclaire, par Saint-Laurent-des-Hommes.

1926. BOISSARIE (André), licencié ès lettres et docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel de Paris. Rue Guynemer, 4, Périgueux et Beauregard-de-Terrasson.

1937. BOISSARIE (Maurice), O ✱, Directeur général de la Compagnie française de réassurances. Boulevard de Courcelles, 34, Paris (XVII^e).

1940. BOISSERIE (Gaston), avocat à la Cour. Rue Le Verrier, 11, Paris (VI^e), et château d'Excideuil.

1933. BONIS (Le D^r). Belvès.

1937. BORIAS (Edmond), ingénieur E. C. P. Château du Petit-Change, par Périgueux.

1934. BOUILLON (L'abbé Léon), professeur à l'Institution Saint-Joseph. Avenue de Paris, Périgueux.

1924. BOUR (Alfred), ✱, ✶, licencié ès lettres, docteur en droit, avocat, conseiller municipal de Paris. Rue de Liège, 40, Paris (VIII^e), et la Coudercherie, par Saint-Pierre-de-Côle.

1889. BOURDEILLE (Le marquis de), membre titulaire du Conseil héraldique de France. Château de Bourdeille.

1919. BOURDEILLETTE (Adolphe), ✱, ✶ I, conseiller honoraire de Cour d'appel. La Roque, par Brantôme.

1935. BOURDICHON (Jean), ✱, ✶ I, négociant. Montignac-sur-Vézère.

1927. BOURGÈS (Louis), licencié ès lettres et en droit, diplômé de l'École libre des Sciences Politiques. Rue de Rennes, 66, Paris (VI^e), et le Moustier, par les Eyzies-de-Tayac.

1930. BOURGOIN (M^{me} Marguerite), institutrice en retraite. Rue de la Nation, 4, Périgueux.

1932. BOURGON (Maurice), instituteur. Siorac-en-Périgord.

1926. BOURRUT-LACOUTURE (Le D^r), ✱, ✶ A. Rue Amiral-Augey-Dufresse, Ribérac.

1941. BOUYSSONIE (Le Chanoine Jean), professeur à l'Institution Bossuet. Brive (Corrèze).

1938. BOVÉE (Louis de), ✱, ingénieur civil. Rue de Metz, 13, Périgueux.

1907. BOYSSEUILH (Le marquis de). Rue Roux-Alpheran, 13, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), et château de Boreau, commune de Cornille, par Périgueux.

1894. BOYSSON (Bernard de), ✱, ✨, ancien capitaine de réserve de cavalerie. Château d'Argentonnesse, par Saint-Cyprien.

1937. BOYSSON (Guy de). Compagnie du Canal de Suez, Agence Supérieure, Ismaïlia (Égypte).

1928. BOYSSON (Le colonel de). Rue François-de-Sourdis, 131, Bordeaux, et château de Doyssac, par Belvès.

1931. BRACHET (Pierre), pharmacien. Rue Beaupuy, 3, Mussidan.

1941. BRAMERIE (Max), instituteur. Saint-Pierre-d'Eyraud.

1927. BRAU-LONG (Louis), contrôleur principal rédacteur des Contributions indirectes. Rue Cardinal-Lecot, Bordeaux.

1938. BRETHÉ (Emile), ✨ A, professeur au Lycée. Rue Victor-Hugo, 23, Périgueux.

1939. BRETON (Christian), industriel. Rue Emile-Lafon, 11, Périgueux.

1937. BRIAL (Georges), chirurgien-dentiste. Boulevard Montaigne, 36, Bergerac.

1941. BRIQUET (E.), entrepreneur. Rue Lamartine, 4, Périgueux.

1940. BRISBOUT (M^{lle} Jeanne). Boulevard Saint-Germain, 43, Paris (VII^e).

1920. BROU DE LAURIÈRE (Pierre de), ✨, licencié en droit. Avenue de Paris, 7, Périgueux.

1903. BUFFETEAU (Eugène), avoué honoraire. Cours Montaigne, 23, Périgueux.

1918. BUGEAT (L'abbé Alfred), ✨, curé de Château-l'Évêque. Fayard, par Agonac.

1927. BUGNIET (Alfred), directeur de la Compagnie internationale des wagons-lits et des grands express européens. Rue de Longchamps, 150, Paris (XVI^e).

1907. CALÈS (L'abbé), curé de Saint-Nexant.

1928. CALLANDREAU (A.). Château de Beauvais, par Lussas-et-Nontronneau.

1927. CANTELLAUVE (Maurice de). Rue du Pavillon, 9, Bordeaux.

1940. CANTELLAUVE (Pierre de). Beauregard-et-Bassac.

1929. CARBONNIÈRES DE SAINT-BRICE (Le baron Hubert de). Villa Ginette, avenue des Flandres, 9, La Panne (Belgique).

1941. CARVÈS (Louis). Bézenac, par Saini-Cyprien.
1894. CAZALAS (Le général Eutrope), C , ,  I. Rue des Etats-Généraux, 20, Versailles (Seine-et-Oise), et Ribérac.
1941. CÉLERIER (Jean), instituteur. Rue Arago, 29, Périgueux.
1932. CERCLE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. Place Bugeaud, 21, Périgueux.
1940. CHAIX (M^{me} André). Saint-Sulpice-d'Excideuil.
1932. CHALUP (Le comte Henri de). Château de Cosnac, par Brive (Corrèze).
1940. CHAMBON (Jacques), minotier. Bénévent, par Saint-Laurent-des-Hommes.
1926. CHAMPERNAUD (Jean-Louis), directeur du *Combat Périgourdin*. Rue Victor-Hugo, 1, Périgueux, et Valpapat, par Lisle.
1933. CHAMPOU (Roger), ingénieur-agronome, chef de section à la Caisse nationale de Crédit agricole. Rue Casimir-Périer, 5, Paris (VII^e).
1941. CHANCEAULME (L'Abbé Georges), curé-doyen de Mareuil.
1938. CHANEL (Henri), inspecteur de l'Enseignement primaire. Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie).
1932. CHAPGIER-LABOISSIÈRE (M^{lle} Germaine), professeur au Lycée de Jeunes Filles. Rue Lamartine, 24, Périgueux.
1933. CHAPON (M^{lle} Germaine), institutrice. Rue Léon-Dessales, 40, Périgueux.
1927. CHARBONNET (Jean), ,  I, instituteur honoraire. Lisle.
1933. CHARMARTY (Gaston), ,  I, directeur de l'Union musicale. Route de Périgueux, 10, Mussidan.
1933. CHASSAING (Le D^r). Paulhiac, par Daglan.
1887. CHASTAING (Mgr), curé de Bourniquel, par Lalinde.
1932. CHASTEIGNER (Comtesse René de). Château de Borie-Petit, par Périgueux.
1932. CHAUMETTE (L'abbé Gabriel), curé-doyen de Montagrier.

1939. CHAUVET (Le D^r Stéphen), ancien interne des Hôpitaux de Paris, vice-président de la Société Préhistorique Française. Rue de Grenelle, 35, Paris (VII^e).

1933. CHAUX (Francisque), O *, président de la Chambre de Commerce. Castel-Peyssard, Périgueux.

1921. CHAYROU (L'intendant général Roger), C *, 𐄂. Rue Rosa-Bonheur, 6, Paris (XV^e), et Le Castelet, Domme.

1934. CHEMINADE (Roger), propriétaire. Montcaret.

1932. CHEYNIER (Le D^r André). Terrasson.

1933. CHOISEUL-PRASLIN (Le comte de). Château de Sept-Fonts, par Périgueux.

1935. CIFIÈRE (L'abbé Raymond), professeur à l'Institution Saint-Joseph. Avenue de Paris, Périgueux.

1905. CLÉDAT (Jean), ancien membre de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, conservateur du Musée d'Ismailiah. Château de Bouch, par Condat-le-Lardin.

1905. COCULA (Paul), *, 𐄂 I, architecte diplômé par le Gouvernement, architecte des Monuments historiques. Rue Bodin, 17, Périgueux.

1939. COCULA (Pierre), 𐄂 A, architecte, capitaine commandant la Compagnie des sapeurs-pompiers. Rue Bodin, 17, Périgueux.

1924. COINTAT-MOUTON-DUVERNET (Georges), 𐄂 A. Grand'Rue, Aubeterre (Charente).

1925. COLIN (M^{me} H.). Avenue de Paris, 30, Périgueux.

1934. COMTE (M^{lle} Anne). Rue Bodin, 30, Périgueux.

1931. CONIL (André), propriétaire. Château de Tourtoirac.

1934. CONIL (Auguste). Château du Graveron, par Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

1922. CONSTANTIN (Le baron Yves de), *, 𐄂, Conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Rue de Montpensier, 26, Paris (I^{er}).

1929. CONTOU (Roger), receveur-contrôleur de l'Enregistrement et des Contributions directes. Beaumont-du-Périgord.

1940. COQ (Robert), receveur-contrôleur principal de l'Enregistrement. Rue Valette, 88, Bergerac.

1919. CORDIER (M^{me} Gaston). Rue du Tribunal, 23, Fougères (Ille-et-Vilaine).
1935. CORNEILLE (Hippolyte), inspecteur principal des Contributions indirectes, en retraite. Avenue Cavaignac, 6, Périgueux.
1940. COSTISELLA (M^{me} Antoine). Domaine des Marcamps, par Eyrenville.
1927. COUQUET (Henri), directeur du Service de la culture et des magasins des Tabacs de Lot-et-Garonne, Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées. Marmande (Lot-et-Garonne) et Moncaret.
1917. COUV RAT-DESVERGNES (Roger), chef de district à la S. N. C. F. Nexon (Haute-Vienne).
1938. CREPELLE (Robert), notaire. Souillac (Lot).
1911. CROZET (Le D^r Claude), O *, ☼, O ☼. Rue du Quatre-Septembre, 4, Périgueux.
1928. CRUVEILLER (Jean), *, ☼ O, conseiller d'arrondissement, maire de Lisle.
1931. CUBÉLIER DE BEYNAC (L.), ☼ I, professeur honoraire de l'Université. Les Vignes, Champcevinel, par Périgueux.
1924. CUGINAUD (L'abbé), curé de Bourdeilles.
1924. CUMOND (Le marquis de). Château de Cumond, par Saint-Antoine-de-Cumond.
1941. DARTEVELLE (Jean), étudiant. La Vergne, Plazac.
1937. DAURIAC (M^{me} Alice), professeur au Lycée de Jeunes Filles. Rue Paul-Louis-Courrier, 7, Périgueux.
1920. DAURIAC (Etienne), docteur en droit, avoué. Rue Fournier-Lacharmie, 27, Périgueux.
1925. DECKER (M^{me} de). Avenue Victor-Hugo, 39, Paris (XVI^e), et Moncimier, par Saint-Georges-de-Monclar.
1942. DEGUIRAL (D^r Albéric), *, ☼, maire de Carsac-de-Carlux. Sarlat.
1940. DEJOUX (M^{me} Pierre). Rue Lamartine, 34, Périgueux.
1931. DELAGE (Franck), *, ☼ I, président de la Société archéologique et historique du Limousin, agrégé des Lettres, professeur honoraire, membre non résident du Comité des travaux historiques. Rue d'Aixe, 26, Limoges (Haute-Vienne).

1935. DELAGE (Henri), $\overline{\text{A}}$, $\overline{\text{A}}$, instituteur honoraire. Rue de Verdun, 24, Nontron.
1899. DELBÈS (Le D^r Oscar), membre de la Société d'ophtalmologie, médecin de la clinique ophtalmologique de l'hôpital. Rue de Strasbourg, 8, Périgueux.
1938. DELBOS (M^{lle} Anna). Rue de Metz, 12, Périgueux.
1939. DELBRUT (M^{lle} Martine), $\overline{\text{I}}$, directrice d'Ecole honoraire. Rue Emile-Gombes, 16, Périgueux.
1930. DELPÉRIER (André), négociant. Rue Thiers, 21, Bergerac.
1936. DELPÉUCH (Pierre), ingénieur des Arts et Manufactures. Tourtel, par Rouffignac, et avenue Victor-Hugo, 161, Paris (XVI^e).
1927. DELPIU (Le colonel Jean), O \ast , $\overline{\text{A}}$. Magal, par Beaumont-du-Périgord.
1928. DELPY (Armand), architecte, directeur des Travaux de la Ville. Rue des Mécaniciens, 51, Périgueux.
1921. DELTEIL (L'abbé Jean), curé de Monsac, par Beaumont-du-Périgord.
1941. DELTREIL (L'abbé Roger), curé de Carsac-de-Carlux.
1939. DENOIX DE SAINT-MARC (Daniel), notaire. Rue Mounet-Sully, Bergerac.
1942. DENOIX DE SAINT-MARC (Henry). Le Fournial, par Campsegret.
1931. DENUÉL, conseiller d'arrondissement, maire de Beaumont-du-Périgord.
1920. DÉROULÈDE (Maxime), docteur en droit. Rue d'Assas, 22, Paris (VI^e).
1941. DESBARATS (M^{lle} Renée), employée d'Assurances sociales. Rue du Clos-Chassaing, 2 bis, Périgueux.
1933. DESCHAMPS (Georges). Domaine de La Peyrière, par Montcaret.
1938. DESCHAMPS (M^{me} Honorine). Rue de la Nation, 2, Périgueux.
1933. DESCOMBÉY (Louis). Rue Taillefer, 34, Périgueux.
1921. DESNOYERS (Gabriel), notaire. Beaumont-du-Périgord.
1933. DESROZIERS (M^{me} Roger). Boulevard Georges-Saumande, 25, Périgueux.

1928. DESVERGNES (Louis), *, ingénieur, officier chimiste des Poudres en retraite. Rue Valette, 53, Bergerac.

1925. DEVILLARD (Le D^r), O *, ̄, Commandeur du Nichan-Iftikhâr, Officier de l'Ordre Royal du Cambodge, Médaille d'Or de l'Assistance publique, maire, vice-président du Conseil général de la Dordogne, Brantôme.

1931. DIMOND (Edouard), *, ̄, capitaine en retraite. Les Graves, route de Bordeaux, Ribérac.

1928. DOCHE (Paul), ̄, ̄ I, professeur au Lycée. Rue La Boétie, 39, Périgueux.

1941. DOLLÉ (Louis), *, professeur à la Faculté des Sciences de Lille. Limeuil.

1931. DOMENGET DE MALAUGER, ingénieur agronome, membre de la Chambre d'Agriculture de la Dordogne. Rue Neuve, 126, Bergerac, et château de La Fonrousse, par Monbazillac.

1932. DOMME (SYNDICAT D'INITIATIVE DE). (Abonnement.)

1909. DROUILH (Henri), *, ingénieur en chef honoraire du S. V. Rue des Jacobins, 2, Périgueux.

1937. DU BOISHAMON (M^{me} H.). Château de Mellet, par Beauregard-de-Terrasson.

1935. DUBOSQ (Guy), archiviste aux Archives Nationales. Rue Barthélemy, 10, Paris (XV^e).

1927. DUBUISSON (Pierre), licencié en droit, notaire. Mareuil-sur-Belle.

1927. DU BUIT (Jean), C *, inspecteur général des Finances. Rue de l'Université, 11, Paris (VII^e), et La Peyzie, par Lisle.

1911. DUBUT (Annet), ̄ I, O ̄. Villa Pilit-Nid, route de Bordeaux, Ribérac.

1936. DU CHEYRON DE BEAUMONT (Le capitaine Louis). Château de Mayac, par Savignac-les-Eglises.

1930. DU CHEYRON DU PAVILLON (Le comte Hugues). Rue de la Pompe, 89, Paris (XVI^e).

1934. DU CLUZEL DE REMAURIN (Théodore), *, ̄, ingénieur. Rue Saint-Grat, 38, Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées).

1939. DUCONGÉ (Roger), *, ̄ I, directeur honoraire d'E. P. S. Rue Emile-Lafon, 8, Périgueux.

1903. DUFOURGT (Jean-Paul), propriétaire. Belou, par Saint-Laurent-des-Hommes.

1937. DUFRAISSE (André), § I , directeur d'école honoraire. Excideuil.

1932. DUJARRIC DE LA RIVIÈRE (Le D^r), \ast , docteur ès sciences, auditeur au Conseil supérieur d'hygiène publique de France, Chef de service à l'Institut Pasteur. Rue du Docteur-Roux, 28, Paris (XV^e).

1926. DUJARRIC-DESCOMBES (Henri). Le Maine, par Celles.

1919. DU LAU D'ALLEMANS (Le marquis Armand). Château de Montardy, par Grand-Brassac.

1930. DU MAS DE PAYSAC (Le marquis Jehan), agent général d'assurances. Place Bellegarde, 1, Bergerac.

1927. DUMON (Etienne), ingénieur géologue, syndicat d'études et de recherches pétrolières en Tunisie. Rue Barca, 2, Tunis, et Jaure, près Bergerac.

1938. DUMONT (Louis), \ast , § I , professeur honoraire. Rue Emile-Lafon, 28, Périgueux.

1928. DUMOULIN DE LA PLANTE (Joseph), O \ast . Rue Cernuschi, 3, Paris (XVII^e), et château de la Hierce, à Brantôme.

1930. DUNOGIER (Roger), avocat. Rue La Boétie, 1, Périgueux.

1932. DUPIN DE SAINT-CYR (L'Abbé Gérard), curé de Moncalet.

1931. DUPUY (M^{me} Ferdinand). Rue Claude-Bernard, 5, Périgueux.

1912. DURIEUX (Le D^r Jean), \ast , § I . Rue Lamy, Thiviers.

1897. DURIEUX (Joseph), C \ast , O § I , commandeur de l'Ordre de l'Etoile noire, chevalier de l'Ordre royal du Cambodge, chevalier de l'Ordre de Malte, médaille d'or de la Mutualité, docteur en droit, lauréat de l'Institut, chef de division honoraire de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, ancien président de la Société des Etudes historiques, membre non résident du Comité des Travaux historiques et scientifiques. Rue Notre-Dame-des-Champs, 66, Paris (VI^e), et Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

1939. DURIEUX (Louis), consul de France. Avenue Léopold-II, 10, Verviers (Belgique).

1936. DUROUX (Le commandant). Savignac-les-Eglises.

1919. DUSOLIER (Le D^r Emile), O. *, ☞, médecin colonel en retraite. Rue Amiral Augey-Dufresse, 2, Ribérac.

1940. DUTHEIL (Yves), médecin auxiliaire. Boulevard Albert-Claveille, Périgueux.

1919. DUVERNEUIL (M^{lle} Gabrielle), institutrice honoraire. Ménesterol, par Montpon-sur-l'Isle.

1937. ELISSÈCHE (B.), professeur honoraire d'École normale. Avenue Bertrand-de-Born, 24, Périgueux.

1906. ESCANDE (Jean-Joseph), *, ☞ I, secrétaire général honoraire de la Sous-Préfecture. Cour des Chanoines, 2, Sarlat.

1930. ESCATHA (François d'). Château de Boisset, par Saint-Astier.

1941. ESTAY (Abbé), curé des Eyzies-de-Tayac.

1936. ESTIGNARD (Le chevalier), ☞, Commandeur vice-chancelier de la Lieutenance de France de l'Ordre du Saint-Sépulcre. Avenue de la Bourdonnais, 59, Paris (VII^e).

1925. FABRE (Louis), avocat à la Cour d'appel, professeur à l'École de Notariat de Paris et aux Ecoles Polytechniques du Palais de Justice, licencié ès lettres (histoire et géographie). Boulevard Masséna, 129, Paris (XIII^e), et château de Mas-Berthier, par Marval (Haute-Vienne).

1927. FARGEOT (Le D^r), *, ☞. Lisle.

1911. FARNIER (L'abbé), curé de Lisle.

1926. FAURE (M^{lle} Emilie), ☞ I, directrice d'école honoraire. Rue de la Cité, 21, Périgueux.

1939. FAURE (Henri-Etienne). Rue des Conférences, 17, Bergerac.

1904. FAURE (M^{lle} Irène), professeur de piano. Vanxains.

1941. FAURE (Maurice), étudiant. E. P. S. de Gourdon (Lot).

1916. FAURE-MURET (L'abbé Arthur), *, ☞, organiste, aumônier général des Hôpitaux. Rue Saint-Front, 4, Périgueux.

1940. FAUVEL (Georges), ☞. La Gaudinie, Ribérac.

1924. FAYOLLE (Le comte Arnaud de), président de l'Automobile-Club périgourdin. Rue Barbecane, 14, Périgueux.

1927. FAYOLLE (Le marquis de). Château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre.

1930. FAYOLLE (Léo), directeur de l'Institut poitevin, membre de la Société des Antiquaires de l'Ouest. Rue Bourbeau, 18, Poitiers (Vienne).

1922. FAYOLLE DU MOUSTIER, commandant d'artillerie en retraite. Rue Pierre-Ducreux, 11, Paris (XVI^e).

1933. FÉNELON (Paul), agrégé de l'Université, professeur au Lycée Louis-le-Grand. Rue Gabrielle-d'Estrées, Vanves (Seine).

1935. FLAMANT (Pierre), ingénieur des Mines. Simonet, par Ribérac.

1930. FLOURY (Henri), éditeur. Rue de l'Université, 14, Paris (VII^e), et château des Castillères, par Champagnac-de-Bélair.

1924. FONBENEY (R. Jammy de), ✱, ⚖, ⚖, docteur en droit, procureur de la République. Nevers (Nièvre).

1932. FONFROIDE DE LAFON (Maurice). Rue Paul-Doumer, 65, Yerres (Seine-et-Oise).

1924. FONTALIRANT (L'abbé Pierre), ✙ A, curé de Coux-et-Bigaroque.

1912. FORESTIER (Raymond), conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Rue de Miromesnil, 106, Paris (VIII^e), et la Motte, par Hautefort.

1923. FOUCART (M^{lle} Jeanne), institutrice. Lamonzie-Saint-Martin.

1940. FOUCAUD (Maurice), agent général d'Assurances. Rue Mounet-Sully, 10, Bergerac.

1896. FOURCEAUD (Antoine), pharmacien spécialiste. Tocane-Saint-Apre.

1921. FOURNIER DE LAURIÈRE (Roger), ✙ A, chef de bureau au Service des Travaux municipaux. Rue Kléber, 49, Périgueux.

1928. FOURTOU (Charles de), docteur en droit. Boulevard des Batignolles, 84, Paris (XVII^e).

1909. FRAPIN (Joseph), avoué honoraire. Place Francheville, 9, Périgueux.

1941. FROIDEVAUX (Jacques). Rue Eguillerie, 17, Périgueux.

1923. FÜRST (Le D^r Maurice de), O ✱, médecin des Mines de Blanzay. Rue du Château, 2 bis, Montceau-les-Mines

(Saône-et-Loire), et Logis de Brèjedus, par Ronsenac (Charente).

1928. GABEAU (Augustin), propriétaire. Abbaye de Chancelade.

1926. GADAUD (Le D^r Félix), *, ✕, sénateur de la Dordogne et maire de Périgueux. Rue La Boëtie, 4, Périgueux, et boulevard Péreire, 99, Paris (XVII^e).

1940. GAGNEBÉ (Georges), avoué. Rue Etienne-Sabatier, 81, Libourne (Gironde), et château du Roc, par Mouleydier.

1925. GAILLARD (Le D^r Henri), *, ✕, ex-interne des hôpitaux de Paris, chirurgien. Rue Victor-Hugo, 10, Périgueux.

1894. GAILLARD-LACOMBE (Maurice), *, ministre plénipotentiaire. Boulevard Malesherbes, 20, Paris (VIII^e).

1922. GANON (M^{lle} Armande), directrice d'école à Château-l'Evêque.

1939. GARDEAU (M^{me} Georges), Villefranche-de-Longchapt.

1921. GARGAUD (Le D^r Pol). Rue Fournier-Lacharmie, 25, Périgueux.

1939. GARI (Pierre). Souillac (Lot).

1929. GARRIGUE (Franck), capitaine au long cours, enseigne de vaisseau de 1^{re} classe de réserve. Rue Béranger, 9, Le Havre (Seine-Inférieure).

1941. GASCOU (Maurice), instituteur. Montignac-sur-Vézère.

1938. GAUJON (Jean), chef du Service départemental du cadastre. Rue La Boëtie, 56, Périgueux.

1921. GAULÉJAC (Le D^r Henri de), O *, ✕, médecin-colonel. Boulevard Carnot, 17, Toulouse (Haute-Garonne).

1935. GAUTHERON (Claude), ingénieur civil des Mines. Avenue Rapp, 30, Paris (VII^e), et Eymet.

1933. GAUVILLE (Elié), *, ✕, ✕, percepteur. Celles-sur-Belle (Deux-Sèvres), et Vergt.

1938. GAY (Jacques), externe des Hôpitaux. Rue Charles-Amans, 6, Montpellier (Hérault), et rue des Cendres, Excideuil.

1926. GENDRAUD (M^{lle} Régine). Verteillac.

1941. GENDRY (M^{me} Jacques). Haras de Lamballe (Côtes-du-Nord).

1940. GEORGE (Albert), principal clerc de notaire. Rue Chanzy, 56, Périgueux.

1921. GÉRARD DU BARRY (Le comte Armand de). Rue de Courcelles, 134, Paris (XVII^e).

1937. GERMAIN (M^{me} Paul). Villa Myosotis, rue Béranger, 6, Pessac (Gironde).

1938. GIBERT (Paul), ⚖, président du Tribunal de Première Instance. Rue Lamartine, 7, Périgueux.

1937. GIGOT (Jean), archiviste départemental de la Dordogne. Périgueux.

1937. GIRAUD (M.), ingénieur agronome. Rue Guynemer, 33, Périgueux.

1934. GIRAUDEL (François et Joseph). Rue Latour, 16, Bordeaux.

1929. GIRAUDY DU GREY (Le comte Léo de). Avenue du Roule, 30, Neuilly (Seine).

1929. GIRY (L'abbé Robert), docteur en théologie, curé de La Coquille.

1925. GIRY-LATERRIÈRE (Edouard), notaire. Place de la Halle, Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

1924. GLANGETAS (L'abbé Léonard), curé du Change.

1932. GODON-VASNIER (Albert), architecte. Avenue Camoëns, 2, Paris (XVI^e), et château du Masnègre, par Montignac-sur-Vézère.

1927. GONTAUT-BIRON (Le vicomte Guy de). Rue Dumont-d'Urville, 17, Paris (XVI^e), et château de Navailles, par Navailles-Angos (Basses-Pyrénées).

1919. GONTIER MAINE DE BIRAN (Albert), ⚖, ⚖, ingénieur civil des Mines. Les Guichards, par Mouleydier.

1941. GRÉGOIRE (Georges), directeur des Services vétérinaires de la Dordogne. Rue Courbet, 10, Périgueux.

1930. GRELIÈRE (Paul), ⚖, ⚖ A, directeur des Cours complémentaires. Terrasson.

1935. GRENIER DE CARDENAL (Le D^r), O ⚖, médecin général du cadre de réserve. Rue de Saint-Genès, 98, Bordeaux.

1927. GRONDIN (Max), docteur en droit, avocat, professeur honoraire. Rue de l'Hôpital, 46, Ribérac.

1897. Gros (L'abbé Jean-Joseph), curé de Montbazillac.

1941. GUICHARD (M.), propriétaire. Grévilleac, par Prignorieux.

1939. GUTHMANN (Léon), architecte. Boulevard de Vésone, 35, Périgueux.

1922. HAUTEFORT (Le comte de), G O ✱, ✱. Avenue Victor-Emmanuel III, 15, Paris (VIII^e), et château de Villiers-le-Bac, par Gif (Seine-et-Oise).

1924. HÉDELIN (Charles), président du Syndicat d'Initiative du Périgord, maire de Ladouze.

1940. HELLIER (M^{me} Germaine). Châtellerie, par Saint-Pierré-de-Côle.

1933. HELLIER (Raymond). Rue du Rocher, 55, Paris (VIII^e).

1938. HERVÉ (D^r Max), membre de la Commission des Monuments historiques. Le Moulin-Neuf, par Gond-Pontouvre (Charente).

1940. HUOT (D^r Joseph), conseiller général. Vallereuil, par Neuvic-sur-l'Isle.

1919. JARJAVAY (M^{me} André). Rue Saint-Jacques, 198, Paris (V^e).

1910. JARRY (L'abbé Arthur), ✱ I, aumônier du Lycée. Rue Waldeck-Rousseau, 3, Périgueux.

1922. JOSSELIN (Jean), notaire. Bourdeilles.

1893. JOUANEL (André), ✱ I, avoué-licencié, conservateur des archives municipales. Boulevard Victor-Hugo, 7, Bergerac.

1934. JOUBERT (M^{me} Aricie), directrice de l'École de filles de Saint-Aulaye.

1938. JOUHET (Christian), docteur en droit, notaire. Avenue du Président-Wilson, 21, Bergerac.

1939. JOURDES (L'abbé), curé de Ladouze.

1926. JOUSSAIN (Henri-André), ✱ I, agrégé de l'Université, docteur ès lettres, professeur de philosophie au Lycée. Rue Saint-Simon, 3, Périgueux.

1938. JUDE (D^r Paul). Rue Michel-Dupin, 21, La Réole (Gironde).

1928. JULIEN (L'abbé Georges) [Georges Rocal], ✱, lauréat de l'Institut, curé de Saint-Saud.

1936. LA BATUT (Le comte de La Borie de), chef d'escadron en retraite. Le Marais, par Saint-Chamassy.
1891. LABROUSSE (Maurice), ✠ A, pharmacien. Le Verdon-sur-Mer (Gironde).
1940. LACAPE (Henri), inspecteur général des Poudres, docteur ès sciences, docteur en droit, docteur ès lettres. Place Maréchal-Pétain, 4, Périgueux.
1919. LA CHAPELLE (Gabriel de), agent général de la Cie d'assurances l'Abeille. Boulevard Victor-Hugo, 5, Bergerac.
1939. LACHAUD (Georges), instituteur. La Chapelle-Faucher.
1933. LACORRE (Fernand), notaire. Avenue Jean-Jaurès, 22, Cenon (Gironde).
1933. LACOSTE (Le D^r), médecin-chef de la Pouponnière des Enfants assistés. Rue de Metz, 22, Périgueux.
1918. LACOSTE (M^{me} Edouard). Rue Lamartine, 23, Périgueux.
1928. LACOSTE (Georges), directeur des papeteries de la Roche. Cognac-sur-l'Isle.
1927. LACOSTE (Jules), président de Chambre à la Cour d'Appel. Rue de Ségur, 19, Bordeaux.
1936. LACROIX (Le D^r), maire et conseiller général de Saint-Aulaye.
1914. LACROUSILLE (Amédée Debets de), avocat, ancien bâtonnier. Place du Palais, 6, Périgueux.
1924. LAFAYE (Le D^r Edmond), ✠, ✠, ✠ I. Rue Jean-Jaurès, Saint-Astier.
1937. LAFILLE (Jean), instituteur. Le Bugue.
1911. LAFON (Le D^r Charles), ✠, ✠, médecin oculiste. Rue Louis-Mie, 35, Périgueux.
1940. LAFON (Georges). Les Eyzies-de-Tayac.
1922. LA FORCE (Le duc de), ✠, membre de l'Académie française. Rue Pierre-Charron, 55, Paris (VIII^e), et château de Saint-Aubin, par Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).
1936. LALA (M^{me} Anne), directrice d'école. Rio-Salado, département d'Oran (Algérie).
1939. LANGLADE (Colonel Girard de). Château d'Eyliaç, par Saint-Pierre-de-Chignac.

1926. LANXADE (Le chanoine Pierre), curé de la Cité. Avenue Cavaignac, 10, Périgueux.

1929. LAPORTE (Fernand), industriel. Usine de la Gare, Neuvic-sur-l'Isle.

1932. LAPORTE-BISQUIT (Edouard), *, maire d'Eygurande-Gardedeuil. Château de La Môle, par Montpon-sur-l'Isle, et Jarnac (Charente).

1923. LA ROBERTIE (Louis de). Château de la Pommerie, par Cendrieux.

1935. LAROCHE (Le Dr Armand). Rue Sainte-Catherine, Bergerac.

1930. LA ROUSSIE (M^{me} André). Javerlhac.

1930. LASSAIGNE (Ernest), *, § I, banquier, ancien juge au Tribunal de Commerce. Rue Bodin, 2, Périgueux.

1940. LASSAIGNE (Jean), maire du Change, chargé de mission au Conseil National. Rue de Belgique, 4, Vichy (Allier).

1928. LASSORT (L'abbé Alexis), curé de Marquay.

1922. LASTERNAS (Paul), ancien avocat à la Cour de Paris. Rue de Provence, 34, Paris (IX^e), et Abbaye de Saint-Jean-de-Côle.

1901. LATOUR (René-Pouyadon), §, docteur en droit, notaire. 25, rue Gambetta, Périgueux.

1932. LATOUR (Jean), docteur en droit. Rue du Palais-de l'Ombrière, 20, Bordeaux.

1936. LAURENT (Jean-Paul). Boulevard de Port-Royal, 82, Paris (V^e), et place Bugeaud, Excideuil.

1934. LAVAL (Léon), instituteur en retraite, § A. Rue du Quatre-Septembre, Montignac-sur-Vézère.

1940. LAVAL (Louis), agent général des Brasseries l'Atlantique. Rue Courbet, 46, Périgueux.

1938. LAVELLE (J.-François). Rue Paillet, 3, Paris (V^e).

1912. LAVERGNE (Géraud), *, § I, archiviste en chef des Bouches-du-Rhône, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Rue Sylvabelle, 2, Marseille (Bouches-du-Rhône).

1921. LA VERRIE DE VIVANT (La comtesse de). Château de Gageac, par Gardonne.

1925. LAVIALLE (L'abbé Raymond), curé-doyen du Bugue.

1931. LAVOIX (Antoine), O *, ingénieur-conseil. Avenue de La Bourdonnais, 15, Paris (VII^e), et Le Buisson, par Busserolles.

1926. LEONARDON (Albert), notaire honoraire. Place du Maréchal-Pétain, Ribérac.

1926. LÉONARDON-LAPERVENCHE (M^{me}). Place du Maréchal-Pétain, Ribérac, et château de Costecalve, par Cenac-et-Saint-Julien.

1935. LE ROY (Robert), *, capitaine en retraite. Montignac-sur-Vézère.

1907. LESCA (Georges), *. Rue Capdeville, 46, Bordeaux.

1941. LESCURE (Charles), sous-chef de dépôt de la S. N. C. F. en retraite, conseiller municipal de Périgueux. Rue Coligny, 38, Périgueux.

1929. LESOURD (Paul), archiviste paléographe. Rue de Buzenval, 14, Boulogne-sur-Seine (Seine), et au Temple-de-l'Eau.

1929. LESTRADE DE CONTI (Le comte Henri de). Rue Romaine, 5, Périgueux, et Salers (Cantal).

1927. LESTRADE DE CONTI (Le vicomte Pierre de). Rue Romaine, 5, Périgueux.

1933. LEYDIER (Jean), ✠ I. Rue Neuve-d'Argenson, 28, Bergerac.

1941. LEYMARIE (Emmanuel), imprimeur. Montignac.

1939. LEYMARIE (M.), chapelier. Cours Montaigne, 2, Périgueux.

1917. LEYMONNERIE (Jean), *, ✠, ✠, receveur de l'Enregistrement. Boulevard Louis-Blanc, 32, La Roche-sur-Yon (Vendée).

1930. L'HONNEUR (Le D^r Régis), président du Syndicat d'Initiative. Monpazier.

1932. LIGONAT (Le chanoine), curé de Saint-Jacques. Bergerac.

1941. LIVET (G.), professeur à l'Ecole Normale d'Instituteurs. Périgueux.

1911. LOMÉNIE (M^{me} de). Château de Puyfseau, par Piégut-Pluviers.

1934. LOUIS (S. Exc. Mgr), *, ✠, ✠, évêque de Périgueux et de Sarlat.

1938. LUNAUD (Paul), \S A, minotier. Brantôme.
1937. LUSIGNAN (Fernand), receveur-entreposeur des Contributions indirectes. Rue Pozzi, 24, Bergerac.
1938. LUSIGNAN (Henri), professeur au Lycée. Avenue Aristide-Briand, 34, Aurillac (Cantal).
1926. LUSSUS (Le lieutenant Albert), 162^e R. I. F. Boulay (Moselle).
1934. LUSSUS (Lucien), contrôleur des P. T. T. en retraite. Rue Blaise-Pascal, Bergerac.
1932. MAGNE (Henri), ingénieur principal du Service vicinal. Rue Romaine, 11, Périgueux.
1927. MAGNE (Jacques), instituteur. Saint-Astier.
1924. MAILLARD-TAILLEFER (Le comte de). Château de Feydoux, par Saint-Pierre-de-Côle.
1922. MALET (Le marquis de). Rampe du Palet, 57, Saint-Cybard, Angoulême (Charente), et château de Puycharnaud, par Bussière-Badil.
1930. MARCELOT (Marc), huissier. Rue Marc-Dufraisse, 8, Ribérac.
1940. MARCHIVIE (Henri). Razac-sur-l'Isle.
1903. MARGAT (Raoul), \S I, professeur à la Faculté de Droit. Rue J.-J. Bel, 2, Bordeaux, et Les Vergnes, par Trélissac.
1939. MARIE (M^{me}), institutrice. Belvès.
1926. MARQUEYSSAT (M^{lle} Eve), \S A, institutrice honoraire. Rue Talleyrand-Périgord, 39, Périgueux.
1920. MARTIN DU THEIL (Le D^r G.). Avenue de Neuilly, 52, Neuilly (Seine).
1941. MARTINOT-PÉCHÉRAS (M^{lle} Charlotte). Place de la Cité, 2, Périgueux.
1936. MARTON (M^{lle} A.), institutrice. Rue Thiers, 15, Périgueux.
1935. MARTY (Bernard), chirurgien-dentiste. Cours Tourny, 2, Périgueux.
1926. MARTY (Gabriel), Banque, Assurances, Immeubles. Place Nationale, Ribérac.

1926. MAUBOURGUET (Jean), $\bar{\text{M}}$, $\bar{\text{I}}$, docteur ès lettres, professeur au Lycée. Rue du Plantier, 18, Périgueux, et Le Présidial, Sarlat.

1940. MAUBOURGUET (Jean-Claude), étudiant. Rue du Plantier, 18, Périgueux.

1922. MAURY (Jean), \ast , $\bar{\text{I}}$, conservateur de la Station préhistorique de Laugerie-Basse et de la grotte du Grand-Roc. Les Eyzies-de-Tayac.

1936. MAZE (Charles), \ast , directeur-adjoint de la C^{ie} d'assurances « La Nationale ». Rue Lepic, 71, Paris (XVIII^e).

1933. MAZEL (A.), licencié ès sciences, docteur-vétérinaire. Lachambaudie, Montignac-sur-Vézère.

1932. MAZEROLLE (André), notaire. Montignac-sur-Vézère.

1933. MAZERON (René), rédacteur-correspondant au *Courrier du Centre*. Rue Michelet, 25, Périgueux.

1927. MAZURIER (Ernest), pharmacien. Place du Maréchal-Pétain, Ribérac.

1939. MÉDUS (M^{me}). Rue Sainte-Marie, 7, Périgueux.

1928. MÉNESPLIER (Marcel), entrepreneur. Boulevard Gambetta, Nontron.

1929. MERCIER (Louis), émailleur d'art, propriétaire. Chancelade.

1921. MERCIER DE LOSTENDE (L'amiral baron), C \ast , ancien conseiller général de la Dordogne. Avenue Théophile-Gauthier, 24, Paris (XVI^e), et château de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

1939. MERLE (A.). Saint-Avit-Sénieur.

1935. MÉVELLEC (L'abbé), aumônier des Bretons. Eglise-Neuve-de-Vergt.

1939. MICHELET (Bernard), imprimeur. Rue de la Charité, Sarlat.

1911. MILLET (Henri), avocat, maire de Saint-Crépin-de-Richemont. Rue d'Artois, 9, Paris (VIII^e), et château de Saint-Crépin, par Brantôme.

1941. MILLET-LACOMBE (M^{me} Alice), licenciée ès lettres, diplômée d'Études supérieures, professeur aux Institutions Notre-Dame et Sévigné. Rue Maleville, 8, Périgueux.

1941. MILLET-LACOMBE (M^{me} Emma), diplômée de l'Université internationale de Santander. Lamaque, par Saint-Saud, 1

1932. MINOUX (Maurice), docteur en pharmacien, ex-interne des hôpitaux de Paris, ex-élève de l'Institut Pasteur, pharmacien. Place Gambetta, Bergerac.

1935. MIRANDOL (Le comte de), *, ☞. Rue des Sources, 33, Vichy (Allier).

1933. MONGIBEAUX (M^{me} Pierre). Razac-sur-l'Isle.

1936. MONTAGUT (Emile), *, directeur honoraire de l'École professionnelle. Allée de Tourny, 29, Périgueux.

1923. MONTARDY (Henry de), *, docteur en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques. Rue Saint-Simon, 15, Paris (VII^e), et château de Puyrobert, Montignac-sur-Vézère.

1935. MONTAUZON (Jean de), notaire. Mehun-sur-Yèvre (Cher).

1903. MONTCHEUIL (Baron Henri de), *, ☞, conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Château des Ages, commune de Monsec, par Mareuil-sur-Belle.

1901. MONTET (Fernand), licencié en droit, notaire. Meyrals, par Saint-Cyprien.

1938. MONTEY (M^{lle} Henriette). Château de Cazenac, par Coux-et-Bigarroque.

1941. MOREAU (Louis), rédacteur aux Archives départementales. Périgueux.

1937. MORQUIN (Gustave), *, ☞, professeur à l'E. P. S. Rue La Boétie, 51, Périgueux.

1916. MOULINIÉ (M^{me} Georges). Château de La Gauterie, par Saint-Séverin (Charente).

1922. MOULINIEB (Le D^r René), O *, médecin principal de la marine en retraite. Rue d'Aviau, 31, Bordeaux.

1910. MOUSSON-LANAUZE, (Le D^r), ☞ I, ancien interne des hôpitaux. Place de la Tourelle, 3 bis, Saint-Mandé (Seine).

1924. MURAT (André), *, industriel, vice-président de la Chambre de Commerce. Boulevard de Vésone, 39, Périgueux.

1922. NÉGRIER (M^{lle} Alexandrine), *, ☞ I, directrice d'École honoraire. Rue Victor-Hugo, 13, Périgueux.

1936. NERVAUX-LOYS (Baronne de). Rue du Plantier, 14, Périgueux, et château des Bories, par Trélassac.

1941. NIERMANS (Jean), *, Grand Prix de Rome. Château d'Auberoche, Fanlac, par Montignac.
1923. NIGOUL (Joseph), *, ⚡, notaire. Sainte-Sabine.
1937. OLIVIER (Capitaine Maurice). Avenue Mirabeau, 2, Versailles, et La Freunie, par Montagnac-la-Crempse.
1932. PALUS (Gabriel), inspecteur-rédacteur du *Courrier du Centre* et de *La Voix Rurale*. Villa Virginia, à Bertric-Burée.
1938. PARCADE (Roland), professeur au Lycée, Périgueux.
1930. PARIER (Léon), pharmacien. Piégut-Pluviers.
1936. PARIER (Robert), pharmacien. Place de l'Hôtel-de-Ville, 16, Nontron.
1925. PASQUET (Victor), capitaine en retraite. Daglan.
1921. PAULHIAC (Le D^r Pierre), *, ⚡. Place du Maréchal-Pétain, 3, à Ribérac.
1940. PÉLISSIER (Georges). Piégut-Pluviers.
1936. PÉNICAUD (Jean), ingénieur. Rue de la Rivière, 24, Périgueux.
1937. PERIÉ (Le D^r). Rue de Reims, 3, Bergerac.
1922. PERRAUDIN (F.), négociant. Rue des Menuts, 19 bis, Bordeaux.
1933. PERRET (Le D^r Aimé), O ⚡, médecin-chef de l'hôpital psychiatrique Marchant. Toulouse (Haute-Garonne).
1941. PETIT (Robert), propriétaire. Montignac.
1919. PEYNAUD (Charles), *, ⚡, ⚡ I, licencié ès lettres et en droit, directeur général adjoint de l'École Universelle par correspondance de Paris. Rue Erlanger, 104, Paris (XVI^e).
1911. PEYRONY (Denis), *, ⚡ I, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, correspondant de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bordeaux, inspecteur honoraire des Monuments préhistoriques. Les Eyzies-de-Tayac.
1934. PEYRONY (Elie), ⚡ A, instituteur, inspecteur des Monuments préhistoriques et conservateur du Musée des Eyzies. Tursac, par Les Eyzies-de-Tayac.
1939. PITAUD (Henri). La Martinie, Sergeac, par Saint-Léon-sur-Vézère.
1934. PITTARD (Eugène), O *, professeur d'anthropologie à l'Université. Rue des Cottages, 36, Genève (Suisse), et Maison-Blanche, par Brantôme.

1926. PLANCHAT (J.), industriel et maire des Cars (Haute-Vienne). Rue Victor-Hugo, 69, Périgueux.
1929. PLAZER (André), licencié ès lettres, professeur à l'École primaire supérieure. Villa Memydé, Dax (Landes).
1912. POUYAUD (Le D^r), O    I, docteur en médecine et en pharmacie. Place du Coderc, 15, Périgueux.
1895. PRAT-DUMAS (Edmond), industriel, conseiller du Commerce extérieur de la France. Couze-et-Saint-Front.
1916. PRESLE (Henry JACQUINOT de), O   , chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, Conservateur du Musée militaire du Périgord, président de l'Union des Syndicats agricoles du Périgord et du Limousin, délégué à la Chambre d'Agriculture de la Dordogne. Château de Saint-Martial-Laborie, par Cherveix-Cubas.
1938. PRÉVOT-LEYGONIE (Augustin), ingénieur I. C. A. M. Villa des Magnolias, chemin de Saint-Tronc, Marseille (Bouches-du-Rhône).
1930. PRÉVÔT-LEYGONIE (Le commandant Gonzague). Rue de Montmoreau, 64, Angoulême (Charente).
1889. PRIEUR (Le chanoine Constant), curé-archiprêtre de la Cathédrale. Rue du Plantier, 12, Périgueux.
1941. PUVIEUX (André), ingénieur du Service vicinal. Rue Gambetta, 94, Périgueux.
1929. PUYBONNIEUX (L'abbé), curé de Piégut-Pluviers.
1930. PUYGAUTHIER (Marcel), médecin-vétérinaire. La Rigardie, par Bourdeilles.
1927. PUYRENIER (Antony), homme de lettres. Rue de Berry, 29, Bordeaux, et rue Notre-Dame, Ribérac.
1940. QUESNOY (Le D^r Pierre), licencié ès sciences. Le Cheylard, par Montignac-sur-Vézère.
1939. RAFAL (François), receveur des Finances. Boulevard Maine-de-Biran, 36, Bergerac.
1926. RAMONET (Albert). Rue Saint-Martial, 5, Angoulême (Charente).
1935. RAPIN (Jean),   I, inspecteur de l'enseignement primaire. Rue d'Alesia, 122, Paris (XIV^e).
1937. REBIÈRE (M^{lle} Germaine). Le Grand-Etang, par Sainte-Estèphe.

1934. **RENARD** (Albert), ✱, ingénieur des Arts et Manufactures, directeur général des Etablissements techniques Job. La Moulasse, par Saint-Girons (Ariège), et Ribérac.
1941. **REY** (Yvan), clerk de notaire. Rue Lagrange-Chancel, 35, Périgueux.
1926. **REYTIER** (M^{lle} Alice), ✱ A, maîtresse primaire au Collège de jeunes filles. Boulevard des Arènes, 6, Périgueux.
1927. **RIBES** (Eugène), imprimeur, directeur de l'*Argus du Périgord*. Rue Antoine-Gadaud, 14, Périgueux.
1939. **RIGAILLAUD** (Jean), licencié en droit, notaire. Saint-Front-de-Pradoux, par Mussidan.
1926. **RIVASSON** (Jean de), ✱. Les Brunies, par Lachapelle-Gonaguet.
1939. **RIVES** (Lucien-Louis), ✱, ancien receveur principal des Postes. Rue Victor-Hugo, 6, Périgueux.
1932. **ROBERT** (Albert), directeur honoraire d'Ecole normale. Prats, par Vélines.
1914. **ROBERT** (Marc), expert-géomètre. Monsec, par Mareuil-sur-Belle.
1939. **RÔL** (Robert), licencié en droit, inspecteur d'assurances. Le Pontet, Sarlat.
1906. **RONTEIX** (Henri), imprimeur, ancien juge au Tribunal de commerce. Rue Guynemer, 5 bis, Périgueux.
1927. **ROQUEJEOFFRE** (Le D^r Pierre), ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique à la Faculté de Paris. Rue Gabriel-Fauré, 36, Pamiers (Ariège).
1919. **ROQUEMAUREL** (Le marquis Henri de), ✱. Quai d'Orsay, 47, Paris (VII^e), et château de la Rigale, par Ribérac.
1917. **ROTON** (Le comte Robert de), ✱, ✱. Rue Gay-Lussac, 28, Paris (V^e), et château de Berbiguières, par Saint-Cyprien.
1936. **ROUGH** (Raymond), négociant. Rue Beleyme, 4, Périgueux.
1917. **ROUDEAU** (Henri). Rue Fournier-Lacharmie, 35, Périgueux.
1931. **ROUSSEAU** (M.), ✱ A, médaille d'or du Dévouement, médecin-vétérinaire. Laforce.

1940. ROUSSEAU (Le Dr Pierre), \mathfrak{S} A. Boulevard Maine-de-Biran, 22, Bergerac.
1936. ROUSSEAU-BROUILLET (M^{me} Félicie). Augignac (Dordogne).
1904. ROUX (Le chanoine Joseph), lauréat de l'Institut. Place de la Cité, 2, Périgueux.
1929. ROUX (L'abbé Paul), curé d'Agonac.
1935. ROUX (Louis), propriétaire. Agonac.
1935. ROUX (M^{me} Louis). Agonac.
1941. ROUX (Maxime), agrégé de l'Université, inspecteur d'Académie. Périgueux.
1894. ROYÈRE (Le comte de), \ast , \mathfrak{S} , ancien officier de cavalerie. Château de Monsec, par Saint-Cyprien.
1939. SABY (Le capitaine Edouard). Rue Antoine-Gadaud, 17, Périgueux.
1925. SAINT-AULAIRE (Le comte de), ancien ambassadeur. Avenue Rapp, 19, Paris (VII^e), et château de la Malartrie, par Sarlat.
1914. SAINT-EXUPÉRY (Le comte Ernest de). Château du Fraysse, par Terrasson.
1924. SAINT-MARTIN (Joseph), propriétaire, conseiller d'arrondissement, maire de Boulazac, par Périgueux.
1875. SAINT-SAUD (Le comte d'Arlot de), \ast , \mathfrak{S} I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, inspecteur de la Société française d'Archéologie. Château de la Valouze, par La Roche-Chalais, et cours Pasteur, 25, Bordeaux.
1914. SAINT-SERNIN (Le comte Fernand-Joseph de). Cours Tourny, 34, Périgueux, et château de Nontron.
1931. SARABEN (Julien), \mathfrak{S} I, professeur de dessin au Lycée, directeur de l'École municipale de dessin. Boulevard du Petit-Change, 72, Périgueux.
1936. SCLAFERT (M^{lle} Thérèse), \ast , agrégée de l'Université, docteur ès lettres. Boulevard Saint-Germain, 7, Paris (V^e), et Le Muguet, par Saint-Rabier (Dordogne).
1926. SECONDAT (Marcel), instituteur. Plazac.
1935. SÈCRET (Jean), \mathfrak{S} A, professeur au Lycée. Rue Emile-Lafon, 5, Périgueux.

1935. SEGALIN (Pierre), agrégé des lettres, maître de conférences à la Faculté Royale des Lettres de l'Université Egyptienne. Giza-Le Caire (Egypte), et rue Bondon, 6, Brest.

1917. SIGALA (L'abbé Jean), *, docteur en théologie, licencié en philosophie, ancien aumônier militaire, professeur de philosophie à l'Institution Saint-Joseph. Avenue de Paris, Périgueux.

1938. SORBÉ (Pierre), pharmacien. Rue de la République, 30, Sarlat.

1918. SOUILLAC (L'abbé Pierre), chanoine d'Aix et de Périgueux, secrétaire à l'Evêché de Périgueux, et 10, place du Pontet, Sarlat.

1939. SUDRET (Georges), directeur d'Ecole. Saint-Laurent-des-Hommes.

1936. TASTET (M^{lle} Henriette), receveuse des Postes. Le Fleix.

1941. TAUZIAC (M^{lle} Aliette), conservatrice du Musée. Moncaret.

1935. TESSIÈRES (Le comte Albéric de), C *, ☞, colonel honoraire de chasseurs à pied. Villa des Ombrages, Campréal, Bergerac.

1921. TEYSSANDIER (Le lieutenant-colonel Hippolyte), O *, docteur en droit, officier de Justice militaire en retraite. Plazac.

1926. TILHET (Joseph-Ludovic), professeur honoraire d'Ecole supérieure. Rue Beleyme, 3, Périgueux.

1937. TOCHEPORT (Le D^r), maire d'Excideuil.

1931. TRASSAGNAC (Le D^r Paul), O *, ☞, médecin général en retraite. Azerat.

1927. TRÉNEUILH (L'abbé Pierre), curé de Tursac, par les Eyzies-de-Tayac.

1941. TRUFFIER (Pierre), juge de paix. Mauléon (B.-P.).

1926. VALENTIN (René). Saint-Privat-des-Prés.

1929. VANDIÈRE DE BELLUSSIÈRE (Le comte Jacques de). Château de Bélussière, par Ladosse.

1938. VAUDOU (Gabriel), instituteur. Rue Mataguerre, 5, Périgueux.

1938. VEISSIER (M^{lle}), directrice d'école honoraire. Boulevard du Petit-Change, 33, Périgueux.

1939. VERGNAUD (Marcel), professeur à l'École Professionnelle La Martinière. Rue des Grandes-Terres, 59, Lyon-V^e (Rhône).

1922. VERGNAUD. Bars, par Thenon.

1911. VERLIAC (Le D^r François), agriculteur. Le Breuil-d'Ajat, par Thenon.

1942. VERNIÈRE (Paul), agrégé des Lettres, professeur au Lycée, Périgueux.

1936. VÉSIGNIÉ (Louis), O ^{*}, colonel d'artillerie en retraite, ancien président de la S. P. F. Château de Gâches, par Bujet-sur-Baïse (Lot-et-Garonne).

1939. VIDAL (M.), conservateur du Musée du Moustier, par Les Eyzies-de-Tayac.

1927. VIGIER DE GASTON (Le D^r Paul), domaine de la Pourcale, près Bergerac.

1932. VIGNAL (Le D^r Edouard), ^{*}. Allée de Tourny, 7, Périgueux.

1930. VIGNÉRAS (Charles), directeur-gérant des Grands Magasins du *Printemps*. Boulevard de Courcelles, 68, Paris (XVII^e), et château de Vaure, par Cherveix-Cubas.

1932. VIGNERON (Jean), ^{*}, docteur en droit, juge honoraire. Busserolles.

1939. VILLARS (M^{lle} Alette de). Rue La Boétie, 6, Périgueux.

1939. VILLARS (M^{me} Maurice de). Rue La Boétie, 6, Périgueux.

1933. VILLATTE (Le D^r Paul), [†]. Malemort (Corrèze).

1938. VILLEPELET (Paul), ingénieur en chef du Génie maritime. Rue de la Mairie, 15, Brest (Finistère).

1924. VINCENT (Jean), propriétaire. Saint-Privat-des-Prés.

1937. VINCENT (René), ^{*}, [†], chevalier de l'Ordre de Monisérâphon, architecte diplômé de l'Etat, S. A. D. A. D. Rue Taillefer, 28, Périgueux.

1941. VOULGRE (M.), propriétaire. Mussidan.

1941. WINDELS (Fernand), photographe. Rue de La Trappe, 8, Sarlat.

MEMBRES ASSOCIÉS

1924. ALBERT (M^{lle} M.), Le Rivage l'Aubraie, par Les Sables-d'Olonne (Vendée).

AUX AMATEURS DE LIVRES (M. Marcel BLANCHETEAU). Bureau 423, faubourg Saint-Honoré, 56, Paris (VIII^e). (Abonnement.)

1924. AVEZOU (Robert), archiviste en chef. Rue des Archives, 4, Annecy (Haute-Savoie).

1940. BONNAIRE (E.), archiviste-paléographe. Rue Jean-Ferrandi, 16, Paris (VI^e).

1922. CHAMPION (Edouard), libraire-éditeur. Quai Malaquais, 5, Paris (VI^e).

1940. COLLET (Géo-H.), directeur adjoint des Editions Delmas. Place Pierre-Laffitte, 2, Bordeaux.

1940. COOËS (Georges), sénateur. Avenue Brugmann, 537, Uccle, Brabant (Belgique).

1938. DAUVERGNE (Robert), professeur agrégé au Lycée Rollin. Rue Lagrange, 19, Paris (V^e).

1911. DUBOIS (L'abbé), ancien président et membre de la Société des Sciences et Arts d'Agen, curé d'Artigues, par Agen (Lot-et-Garonne).

1908. DU CHEYRON DU PAVILLON (Joseph), licencié en droit. Château de Wicardenne, par Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

1940. FROIDEVAUX (M.), architecte en chef des Monuments historiques. Rue du Cherche-Midi, 17, Paris (IV^e).

1926. GAVELLE (Emile), *¹, ² I, chevalier de l'Ordre d'Orange-Nassau. La Hoquerie, par Barbazan (Hte-Garonne).

1911. HARVARD UNIVERSITY of Cambridge, près Boston (Etats-Unis). (Représentée par M. A. Picard, éditeur. Rue Bonaparte, 82, Paris (VI^e).

1895. LANAUZE-MOLINES (Le baron de), Château des Cer-teaux, Angles-sur-l'Anglin (Vienne).

1940. LÉONAT (Léonce-Léon), O *, ☩. Rue Kléber, 56, Parthenay (Deux-Sèvres).

1930. MELLERIO (André), ☩ I, ☉, homme de lettres. Rue Madame, 12, Marly-le-Roi (Seine-et-Oise).

1905. MONTARDY (Jean de). Rue Piorry, 2, Poitiers (Vienne).

1913. NOEL DU PAYRAT (Armand), officier de cavalerie. Rue Franklin, 21, Paris (XVI^e).

1940. REYNIERS (Capitaine François). Rue de l'Orangerie, 8, Versailles (Seine-et-Oise).

1929. RODERIE (Michel), propriétaire. Domaine de Saint-Michel-du-Sud, par La Cekhira (Tunisie).

1917. TENANT DE LA TOUR (Le R. P. Geoffroy), *, ☩., ancien aumônier de la 24^e division et chanoine honoraire de Limoges. Rue de Versailles, 42, Viroflay (Seine-et-Oise).

1924. VICTORIA AND ALBERT MUSEUM. South Kensington, S. W. 7, Londres (Angleterre). (Abonnement.)

1938. YON (L'abbé Armand), docteur en philosophie, licencié ès lettres. Rue Amherst, 1660, Montréal (Canada).



MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

AUBERT (Marcel), O *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur adjoint du Musée du Louvre, professeur à l'École des Chartes et à l'École des Beaux-Arts, directeur de la Société française d'Archéologie. Cité Vaneau, 8, Paris (VII^e).

BREUIL (L'abbé H.), § I, docteur de l'Université de Cambridge, professeur au Collège de France, membre de l'Institut. Rue Demours, 110, Paris (XVII^e).

COURTEAULT (Paul), *, § I, professeur honoraire à la Faculté des Lettres, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, correspondant de l'Institut. Place Gambetta, 40, Bordeaux.

COUTIL (Léon), lauréat de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, § I, ancien président de la Société préhistorique française, membre correspondant d'un grand nombre de Sociétés savantes. Les Andelys (Eure).

CURZON (Henri PARENT DE), *, § I, docteur ès lettres, conservateur honoraire aux Archives nationales. Rue Saint-Dominique, 7, Paris (VII^e).

DESHOULIÈRES (François), *, directeur-adjoint de la Société française d'Archéologie. Rue de la Tour, 49, Paris.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifiques.*
- *Bulletin et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France.*
- *Bibliothèque de l'École des Chartes.*
- *Bibliothèque de l'Université de France, à la Sorbonne, à Paris, V^e.*
- *Bibliothèque de la Commission des Monuments historiques, à la direction des Beaux-Arts, rue de Valois, 3, à Paris, I^{er}.*

Bibliothèque Nationale (Dépôt légal), rue Richelieu, 58, Paris (II^e).

Secrétariat général de la Documentation. Hôtel Astrid, rue d'Allier, Vichy.

- Allier *Société d'Emulation, des lettres, sciences et arts du Bourbonnais, à Moulins.*
- Bouches-du-Rhône *Bibliothèque de l'Université d'Aix-en-Provence.*
- Charente. *Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.*
- Charente-Inférieure *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, Hôtel des Sociétés, à Saintes.*
- Corrèze. *Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.*
- Id. *Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.*
- Creuse. *Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.*
- Eure-et-Loir *Société Dunoise, à Châteaudun.*
- Haute-Garonne *Bibliothèque de l'Université, rue du Taur, 56, à Toulouse.*
- id. *Société des Etudes du Comminges et Julien-Sacaze, 2, rue Thiers, Saint-Gaudens.*
- id. *Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres, Toulouse.*

- Haute-Garonne** *Société archéologique du Midi de la France*, Hôtel d'Assézat, Toulouse.
- Gironde.** *Bibliothèque de la Faculté des Lettres*, cours Pasteur, Bordeaux.
- id. *Revue historique et archéologique de Libourne*, M. J.-A. Garde, Saint-Denis-de-Pile (Gironde).
- id. *Société archéologique de la Gironde*, rue des Trois-Conils, 53, à Bordeaux.
- id. *Société historique et archéologique de Saint-Emilion* (Gironde).
- id. *Union historique et archéologique du Sud-Ouest*, place Gambetta, 40, Bordeaux.
- Ille-et-Vilaine** *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*. Palais des Musées, Rennes.
- Indre-et-Loire** *Société archéologique de Touraine*. Place Anatole-France, 1, Tours (I.-et-L.).
- Hérault.** *Société archéologique de Montpellier*.
- Landes** *Société de Borda*, 27, avenue Gambetta, à Dax (Landes).
- Loire** *La Diana*, Société historique et archéologique du Forez, Montbrison.
- Loire-Inférieure.** *Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure*, à Nantes.
- Loiret.** *Société archéologique et historique de l'Orléanais*, à Orléans.
- id. *Société historique et archéologique du Gâtinais*, rue Gay-Lussac, 38, à Paris, V°.
- Lot.** *Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot*, à Cahors.
- Lot-et-Garonne.** *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, à Agen.
- Nièvre.** *Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, à Nevers.
- Saône-et-Loire.** *Société Eduenne*, Hôtel Rolin, à Autun.
- Sarthe.** *Société historique et archéologique du Maine*, Maison dite de « la Reine Bérengère », Grande Rue, 11, Le Mans.
- Seine.** *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, au Palais de l'Institut, à Paris, IV°.
- id. *Société Nationale des Antiquaires de France*, au Palais du Louvre, à Paris, I^{er}.
- id. *Société française d'archéologie*, Pavillon de Marsan, rue de Rivoli, 107, Paris, I^{er}.

- Seine *Bibliothèque d'art et d'archéologie*, rue Michelet, 3,
Paris (VI^e).
- id. *Société du Folk-Lore français et du Folk-Lore colonial*,
[M. P. FORTIER-BEAULIEU. Rue Alexandre-Raffin, 6, Roanne
(Loire)].
- id. *Société Préhistorique Française* (M. Ch. SCHLEICHER). Rue
de Verneuil, 9, Paris (VII^e).
- Somme. *Société des Antiquaires de la Picardie*, au Musée de Picar-
die, à Amiens.
- Tarn-et-Garonne *Société archéologique du Tarn-et-Garonne*, faubourg du
Moustier, 59, à Montauban.
- Vienne. *Société des Antiquaires de l'Ouest*, rue des Grandes-Ecoles,
à Poitiers.
- id. *Revue Mabillon*, à Ligugé.
- Haute-Vienne. *Société archéologique et historique du Limousin*, aux
Archives départementales, rue des Combes, à Limoges.

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

- Belgique. *Académie royale d'archéologie de Belgique*, rue du Lion-
de-Flandre, 1, Anvers.
- id. *Société royale d'archéologie de Bruxelles*, rue Ravenstein,
11, à Bruxelles.
- Etats-Unis de
Amérique du Nord *Smithsonian Institution*, à Washington.
- Suède. *Académie des Antiquités*, à Stockholm.
- Pologne *Musée Er. Majewski*, Varsovie.
-

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 décembre 1941.

Présidence de M. le chanoine J. ROUX
Président.

La séance est ouverte à 13 h. 30, en l'hôtel de la Société.

Sont présents : M^{mes} Berthon, Dupuy; M^{lles} Delbos, Martinot-Péchéras, Alice Millet-Lacombe; MM. Aubisse, Ch. Aublant, de Bovée, Corneille, Dubut, Joseph Durieux, Elissèche, le D^r Lafon, J. Maubourguet, Montagut, Palus, le chanoine Prieur, Rives, Roudeau, le chanoine J. Roux.

Sont excusés : MM. Briquet, Paul Cocula, Fournier de Laurière, Denis Peyrony, l'abbé Paul Roux, le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et approuvé.

M. le Président a le regret d'annoncer le décès de M. André GASSIAN, notaire à Mussidan, et celui de M. Charles de LA CROIX DE SAINT-CYPRIEN, propriétaire de l'abbaye de Ligeux. Il transmet à l'assemblée les remerciements de M. BRIQUET, récemment élu membre titulaire.

La bibliothèque de la Société a reçu tous les fascicules du *Bulletin Préhistorique* qui n'avaient pu jusqu'ici lui être livrés. On y trouve un article de l'abbé BREUIL « à propos d'une côte armée de petits silex » (fasc. de juillet-septembre

1940). Le Dr STÉPHEN-CHAUVET présente une « hache en silex poli ayant gardé son dispositif de fixation à un manche de bois » (fasc. d'avril-mai 1940); il formule quelques observations « à propos de la technique de perforation des cylindres babyloniens et des perles préhistoriques » (fasc. de janvier-février 1941); il décrit enfin une taque de cheminée en fonte trouvée au Bugue et en commente la décoration (fasc. d'avril-mai 1940 et de mai-juin 1941).

Dans le même *Bulletin préhistorique*, M. CONIL donne un article sur les « cavernes sépulcrales et rites funéraires de l'âge du bronze » (fasc. d'octobre-décembre 1940), cependant que MM. A. Bastin et J. Chassaing font part de la découverte d'une lampe paléolithique à Domme (même fascicule).

Des remerciements sont adressés à M. Coq, qui a offert à notre bibliothèque la collection des bulletins de l'association amicale des Anciens élèves du Collège de Bergerac, de 1933 à 1941, et à MM. Dubet et Cassagnac qui nous ont fait hommage d'un exemplaire de leur *Histoire du Périgord* (2^e éd., Sarlat, 28 p.).

Notre collection iconographique s'est enrichie de quarante photographies prises dans la grotte de Lascaux. M. WINDELS, qui les a faites, a été choisi comme photographe par les Monuments historiques. Toutes les vues que prendra notre confrère pour ce service nous seront communiquées.

C'est aussi notre collection iconographique qu'a voulu enrichir M. BÉLINGARD en nous offrant le tableau où le peintre-dessinateur Pierre Raymond a rassemblé les portraits de cinquante-six personnages célèbres du Périgord (Paris, 1863).

Il a été question, récemment, d'une urne funéraire trouvée à Chavagnac. A ce sujet, M. le chanoine Roux signale qu'un colombaire fut découvert, il y a un siècle, dans la commune de Berbiguières, au lieu dit aux Colombiers; il renfermait des urnes avec un peu de cendres (cf. *Annales de la Société d'Archéologie*, 1840, p. 304).

M. Joseph DURIEUX rappelle, à propos du récent assassinat commis au château d'Escoire, un autre crime survenu, vers la fin du XVII^e siècle, au château de Neuvic-sur-l'Isle et dont la victime fut le marquis des Bories.

M. A. DUBUT présente une médaille de Sainte-Hélène fort bien conservée. Créée le 12 août 1857, cette médaille a servi de modèle pour la croix de guerre 1914-1918.

M. CORNEILLE donne quelques détails sur les attaches de la comtesse du Barry avec le Périgord et en particulier sur sa présentation à la cour qu'avait accepté de faire — et que ne fit pas — Marie-Thérèse d'Abzac, marquise d'Aloigny.

MM. Denis et Elie PEYRONY nous écrivent la lettre suivante :

Dans le numéro de mars-avril 1941 du *Bulletin* de la Société, M. Truffier, juge de paix à Mussidan, a présenté la découverte qu'il avait faite avec M. Charmarty, de dessins préhistoriques dans la grotte de Gabillou. Nous sommes allés sur les lieux pour nous rendre compte de leur valeur scientifique.

L'examen des parois et du plafond démontre que les inventeurs ont parfaitement vu et observé. Nous avons tenu à les féliciter et à les encourager à poursuivre des travaux si bien commencés.

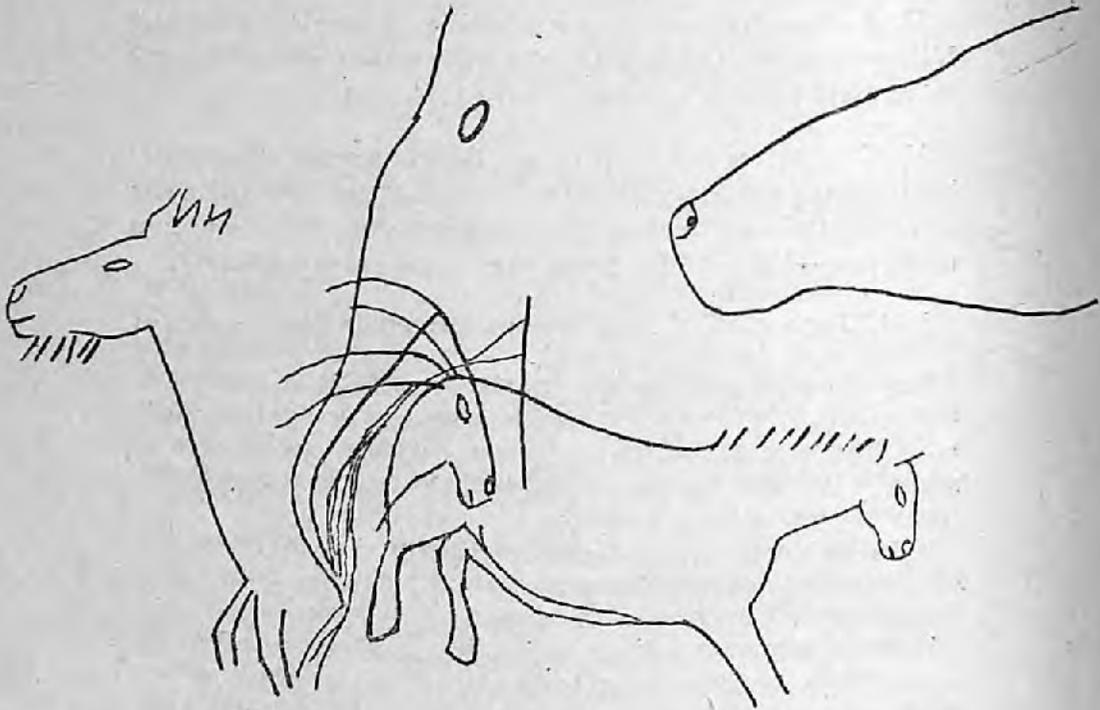
Tous les dessins ont été gravés et trois au moins rehaussés de peinture à l'ocre rouge. Ils présentent assurément des imperfections de proportions, de perspective et de détails, mais ils sont tracés avec une grande sûreté de main. On y remarque ce mouvement naturel qui donne à cet art, en pleine évolution, sa qualité maîtresse.

A quelle époque doivent-ils être rapportés ?

Les cornes des bovidés sont dessinées en perspective tordue, comme celles des mêmes animaux et des cerfs de la grotte Lascaux à Montignac (Dordogne). Dans le fonds de la galerie on remarque le tracé d'un quadrilatère irrégulier, divisé en quatre parties inégales par deux lignes se coupant à angle droit. Cette figure a ses équivalents dans la grotte de Lascaux. L'une d'elles, figurée planche 14 de l'article de l'abbé Breuil *Una Altamira francesa (Archivo español de arqueología, num. 44, Madrid, 1941)*, ne s'en distingue que par sa division en six parties au lieu de quatre.

Ces quelques constatations permettent d'attribuer les décorations de la caverne de Gabillou à la même époque que celles de Lascaux,

c'est-à-dire à la phase supérieure du Périgordien. Les fouilles qui seront entreprises ultérieurement dans ces deux grottes permettront de se prononcer d'une manière plus précise.



GROTTE DE GABILLOU. — UN PANNEAU DE LA GROTTE.

De gauche à droite :

- 1° Avant-train de cheval ;
- 2° Avant-train d'éléphant ;
- 3° Tête de bouquetin ;
- 4° Petit cheval ;
- 5° En haut, à droite : Tête de bovidé.

Nous faisons des vœux pour que notre collègue, M. Truffier, qui a été déplacé, retrouve un poste qui le ramènerait près de Mussidan, où ses travaux scientifiques lui permettraient d'employer utilement ses moments de loisir.

Le premier jeudi du mois prochain tombant le jour de l'An, la séance est reportée au jeudi 8 janvier.

Sont élus membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M^{lle} TAUZIAC, Moncaret, présentée par MM. le chanoine J. Roux et Paul Cocula ;

M. Charles LESCURE, sous-chef de dépôt de la S.N.C.F. en retraite, 38 rue Coligny, Périgueux, présenté par M^{lle} Delbos et M. le chanoine J. Roux.

La séance est levée à 15 heures 45.

Le Secrétaire général,
Jean MAUBOURGUET.

Le Président,
Chanoine J. Roux.

Séance du jeudi 8 janvier 1942.

Présidence de M. le Chanoine J. ROUX,
Président.

La séance est ouverte à 13 h. 30, 18 rue du Plantier.

Sont présents : M^{mes} Deschamps, de Villars; M^{lles} Bourgoïn, Delbos, Martinot-Péchéras, Alice Millet-Lacombe, Reyrier; MM. Aubisse, Ch. Aublant, de Bovée, Paul Cocula, Corneille, Ducongé, Elissèche, le D^r Lafon, Lescure, Jean Maubourguel, Montagut, Rives, le comte de Roton, Roudeau, le chanoine J. Roux, le capitaine Saby.

Sont excusés : MM. Dollé, Dubut, G. Lavergne, le comte de Saint-Saud.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Trois membres de notre Société sont morts depuis notre dernière séance : M. René de BROU DE LAURIÈRE, M. A. DARPEIX et M. Robert BENOIT. M. le Président retrace la carrière de nos trois regrettés confrères qui avaient, à des titres divers, si largement mérité de leur petite patrie.

Après avoir souhaité la bienvenue à M. Lescure, élu membre titulaire à la séance de décembre 1941, M. le Président présente ses vœux et ceux du Bureau à l'assemblée et à tous les membres de la Société.

Lecture est donnée des lettres de remerciements adressées par M^{lle} TAUZIAC et par M. LESCURE pour leur récente élection.

Divers dons ont été faits à la bibliothèque. Madame DESCHAMPS nous a offert une vieille gravure du château Barrière; la vue est d'autant plus intéressante qu'elle est prise des jardins de l'hospice; elle a été éditée à Paris, chez Osterwald.

M. Henri LACAPE nous a fait hommage des deux volumes de sa thèse de doctorat ès lettres : *Contribution à une bibliographie de Camilo Castelo Branco*, Paris, 1941, in-8° de 171 p., et *Camilo Castelo Branco*, Paris, 1941, in-8° de 518 p.

Le D^r LAROCHE enfin a remis à la Société un certain nombre de volumes provenant de la bibliothèque de M. Decoux-Lagoutte; la plupart concernent l'histoire du Bas-Limousin.

Des remerciements sont adressés aux donateurs.

M. le Président a reçu de M^{lle} TAUZIAC une lettre où est relatée la découverte récente, faite à Moncaret, d'une poterie presque intacte et qui ne ressemble à aucune de celles que possède le musée de cette petite ville. Elle est jaune brique et décorée de coups de lissoir.

M. le chanoine Roux a recueilli, dans les notes de M. Alf. de Froidefond, quelques lignes intéressantes sur Château-l'Evêque.

Le château l'Evêque, comme son nom l'indique, était la résidence des évêques de Périgueux, et si, comme le dit l'abbé Audierne dans son *Périgord Illustré*, il fut construit par Adhémar de Neuville, la date de la construction, qu'il fait remonter au milieu du XIV^e siècle, serait, sinon de la fin du XIII^e siècle, au moins du commencement du XIV^e, Adhémar de Neuville ayant été évêque de Périgueux de 1293 à 1303.

Le même auteur nous apprend que Pierre Tison fut enterré dans la chapelle du château en 1381; que Foulques (alias Foucaud de Bonneval) fut s'y installer en 1540 et y mourut peu de jours après; que Pierre Fournier y fut assassiné par ses domestique le 14 juillet 1575; que Jean Machéco de Prêmeau y mourut le 18 novembre 1771, et que M^{sr} de Grossoles de Flamarens en faisait sa demeure habituelle. En outre de ces attestations, on peut ajouter que les écussons qui se voient encore peints ou sculptés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du monument, sont les témoignages authentiques que tous les évêques de Périgueux ont, pendant cinq cents ans environ, occupé successivement le château l'Evêque, jusqu'au jour où les vandales du siècle dernier les en ont dépossédés.

Entre autres écussons épiscopaux que le marteau de 93 et le temps n'ont pas complètement fait disparaître, on peut citer celui d'Adhémar de Neuville, d'Augustin de Trivulce, de Philibert de Brandon, de

Villers-Lafaye, de Daniel¹ Le Boux, de Pierre Clément, de Michel-Pierre d'Argouges et de Jean-Christien de Machéco de Prémieux. Mais il en est un sculpté à l'extérieur du mur, du côté du levant, qui, à la hauteur où il se trouve, ne permet pas de distinguer suffisamment toutes les pièces qui le composent. Quoiqu'il en soit, à l'aide d'une longue vue et d'un croquis qui vient de m'être obligeamment communiqué, je crois pouvoir en donner la description suivante : Parti au 1^{er} un lion issant de... (cette partie est indéchiffrable), qui est de Grossolles de Flamarens; au 2^e, deux vaches, qui est de Béarn; au franc quartier à droite, de cinq pals, qui est de Foix de Candale; et en pointe, à droite, quatre otelles, qui est de Comminges; ces dernières pièces figurent également au canton dextre du chef du 1^{er} parti. L'écu sommé à droite de la crosse et à senestre de la mitre. Au point de vue héraldique, l'agencement de ces quatre armoiries n'est peut-être pas très correct; mais, en les envisageant du côté généalogique, elles intéressent essentiellement la famille de Grossolles, puisqu'elles constatent ses alliances avec les Béarn et les Foix de Candale², lesquels ont écartelé de Comminges.

M. le Président annonce à l'assemblée le classement de la totalité du mur d'enceinte de Vésone. Il parle ensuite de la menace qui plane sur les statues de nos boulevards. Celle de Daumesnil a déjà été sacrifiée à la récupération des « métaux non ferreux ». Celles de Montaigne et de Fénelon ont obtenu un sursis pour permettre à la ville de fournir un poids correspondant de métal; M. COCULA espère trouver ce « produit de remplacement » dans quelques cloches fêlées. Quant aux canons du Musée, sur lesquels les services de la récupération ont porté leurs vues, la Société historique et archéologique du Périgord émet le vœu qu'ils soient respectés : ils ont une valeur historique et artistique certaine.

M. le Président a relevé dans *La Croix* de Paris, du 29 décembre 1941, un article de l'abbé Glory sur la grotte de Gabillou. Il communique à l'assemblée les dernières photographies reçues de M. Windels. Elles représentent les souches des cheminées de Puyguilhem, le château de Lanquais,

(1) Le prénom de M^{re} Le Boux est Guillaume.

(2) Une d^{ne} de Foix de Candale fonda en Périgord, dans la ville de Montpon (1686), un hospice tenu par les filles de Saint-Vincent de Paul,

l'église de Paumat et les détails de la sculpture de celle de Carsac-de-Carlux.

M. le Secrétaire-général a reçu des communications de MM. Géraud Lavergne, Dollé, Dubut, L'Honneur et Secondat.

En feuilletant une brochure de M. Léon-G. Péliissier, *Notes sur quelques manuscrits de la Bibliothèque Méjanes (Aix-en-Provence)*, Paris, Bouillon, 1894, in-8° de 130 pages, notre vice-président, M. G. LAVERGNE, est tombé sur le texte de trois lettres non datées du pape Grégoire XI, ayant trait à une mission dont le pontife avait chargé en Gascogne, et particulièrement auprès du comte de Foix, Gaston Phœbus, qui se trouvait alors en conflit avec Jean, comte d'Armagnac, et qui avait répudié sa femme, Agnès, l'évêque de Sarlat Jean de Réveillon. Ce dernier porte dans ces documents le titre de *nuncius apostolice fidei, nuncius apostolice sedis*, et le pape le qualifie de « *vir timoratus, providus, clarus scientia et frequenter in arduis comprobatus* » (p. 81). On sait du reste qu'après sa nonciature de Gascogne (en 1371 probablement), Jean de Réveillon remplit le même rôle dans les royaumes de Naples et de Sicile.

Notre confrère a jugé utile de signaler, dans l'ouvrage d'Albanès et d'U. Chevalier, *Gallia christiana novissima... Arles*, Valence, 1901, in-4°, les pièces concernant l'évêque de Périgueux, Guillaume de la Garde, futur archevêque de Braga en Portugal, d'Arles, et patriarche de Jérusalem (nos 1598 à 1640).

Fils de Bernard de la Garde, seigneur de Montdragon, et neveu d'Elieenne, son prédécesseur à Arles, Guillaume était chancelier de l'église de Beauvais, diacre et notaire du pape quand il succéda sur le siège de Périgueux à l'évêque Adhémar de Neuville, décédé à Roquemaure, au diocèse d'Avignon. Les bulles de Guillaume de la Garde pour l'évêché de Périgueux (n° 1600) sont du 13 février 1348. Transféré à l'archevêché de Braga par Clément VI, le 26 juillet 1349, Guillaume fut remplacé à Périgueux par le vénérable frère Pierre, le 27 juillet 1349 (n° 1602).

M. DOLLÉ attire l'attention de la Société sur l'église Saint-Martin de Limeuil.

Cette église se trouve à droite de la route de Limeuil au Bugue, à 800 mètres environ de Limeuil. Construite vers 1190 à la base d'une digitation du plateau de Limeuil, elle comporte une nef à trois travées, une abside et la partie nord du transept, abside, croisée et transept à coupoles couvertes de pierres plates; la nef, à voûte lambrissée sur charpente, est couverte de tuiles mécaniques.

Le pavage, en mosaïque grossière de cailloux, est à 2 mètres au-dessous du sol environnant. Le pourtour de l'église, utilisé comme cimetière communal, s'élève chaque année par apport des déblais de sépulture.

L'intérieur est nu. Dans l'abside subsistent quelques débris d'un ancien autel de bois. A gauche de l'entrée, enchâssée dans le mur, une très belle inscription dédicatoire de 1^m32 sur 0^m82 porte la date du 3 des kalendes de février 1194. A droite du portail, au bas du pilastre et contre le sol, se trouve l'inscription tumulaire d'Ebrard de Villars, mort le 13 mars 1230, premier diacre de Saint-Martin¹.

Cette église a besoin de réparations urgentes. La toiture de pierre des coupoles est envahie par la végétation (chênes, noisetiers, cyprès, ronces). La toiture de tuiles mécaniques a été en partie enlevée par le vent. Les murs sont envahis par l'humidité qui monte par capillarité dans la maçonnerie et en compromet la solidité. Il serait urgent de creuser un fossé périphérique de 2^m50 afin d'assécher les murs et le pavage.

L'assemblée émet un vœu unanime en faveur du classement de l'église Saint-Martin de Limeuil.

M. DUBUT nous raconte les tracés que valut à Pierre Jarry, de Saint-Aulaye, une trop franche beuverie. On était en l'an II, et le malheureux, tout bon républicain qu'il fût, se laissa aller à crier « Vive le roi ! ». Ce qui le conduisit, heureusement sans dommage pour lui, jusque devant le Tribunal du département.

Le Dr L'HONNEUR relève de menues inexactitudes dans le livre récent du comte de Saint-Saud sur les *Verreries et Verriers en Périgord*. Page 64, au lieu de « Marie, attestée dès

(1) Ces deux inscriptions ont été classées en octobre 1906.

1756 femme d'Antoine Coulon, verrier », il faudrait lire : « femme d'Antoine Grenier ». Page 27, la requête que M. de Saint-Saud place « à une date indéterminée », serait du 7 décembre 1749; elle était dirigée contre Simon-Robert de Latour, sieur de La Terrade.

M. SECONDAT nous transmet sur les sarcophages-tombeaux d'Auberoche, dans la commune de Faulac, un article qui sera publié dans le Bulletin.

Le comte de ROTON regrette que, contrairement aux espoirs qu'avait fait naître l'acquisition de Fages par la maison Say, rien n'ait été encore fait pour sauver ce château. Les pierres continuent à tomber sur des amas d'ossements, témoins de l'infecte industrie qui a sévi ces derniers temps à Fages.

M. Paul COCULA remet à la Société la liste des édifices inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Elle sera publiée dans le Bulletin en même temps que celle des Monuments classés.

La séance est levée à 15 heures 50.

Le Secrétaire-général,
J. MAUBOURGUET.

Le Président :
Chanoine J. ROUX.



LES DUCHESNE DE MONTRÉAL

LIEUTENANTS-GÉNÉRAUX DE LA SÉNÉCHAUSSÉE DE PÉRIGUEUX
ET JUGES MAGES DE PÉRIGORD

(Suite)

III

Lorsque leur mère mourut, le 17 janvier 1651, Jean-François I^{er} et ses sœurs n'étaient encore que des enfants, l'aîné ne pouvant avoir plus de 11 ans. Leurs grand'mères ayant déjà disparu, ils durent être élevés par des servantes, car leurs tantes, les dames de Champagnac et de Ranconnet, quoique marraines des deux aînées, ne paraissent pas s'en être occupé.

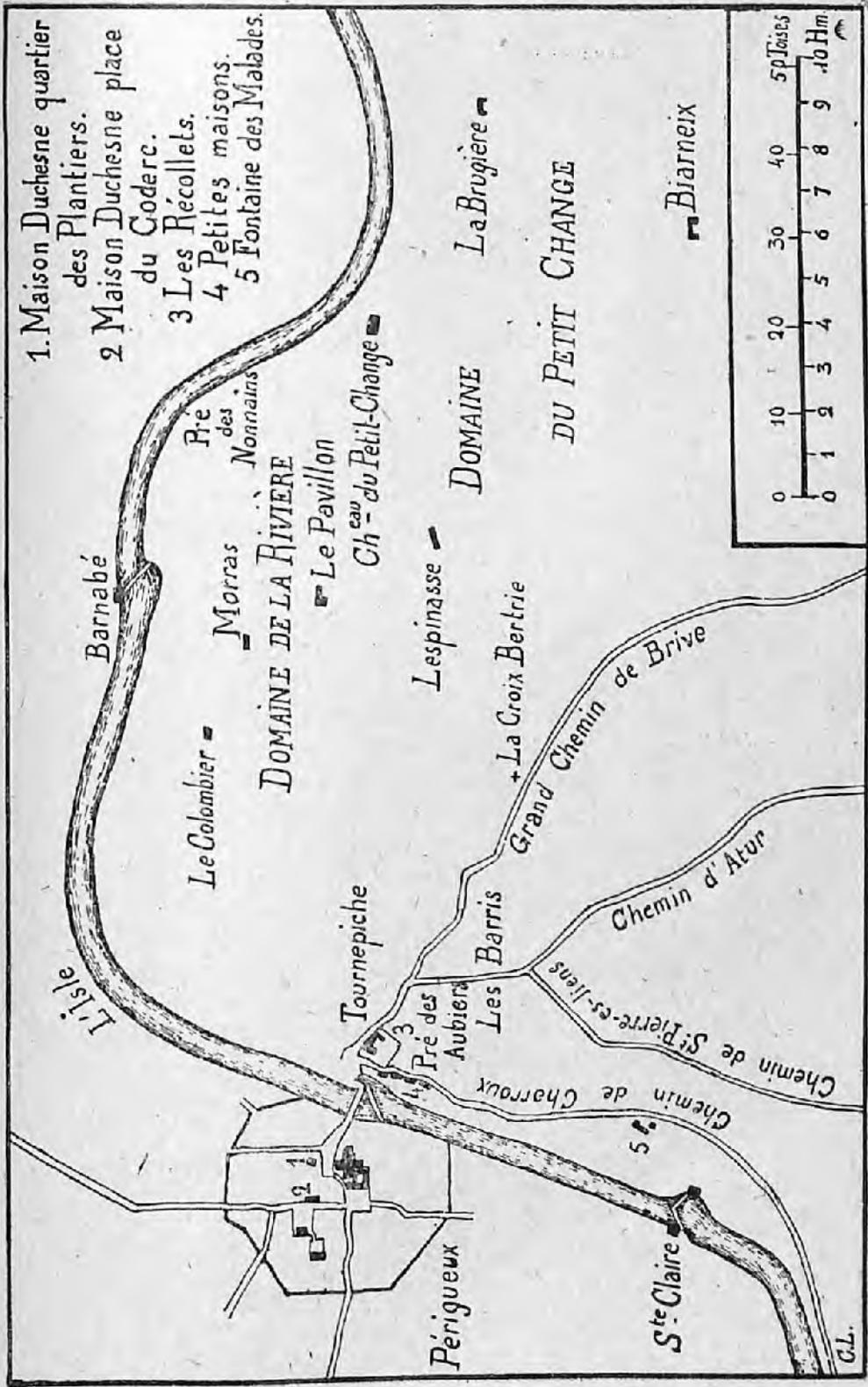
Quand il eut l'âge, Jean-François I^{er} alla-t-il étudier le droit à Cahors, à Toulouse ou à Bordeaux ? Je n'ai rien trouvé qui puisse le laisser supposer. Il ne paraît du reste pas qu'il fût nécessaire à cette époque d'avoir le moindre diplôme pour être pourvu d'un office judiciaire.

En 1679, il fut nommé syndic des Frères mineurs Récollets de Périgueux¹, continuant ainsi à manifester à cette congrégation la bienveillance que n'avait cessé de lui témoigner sa famille.

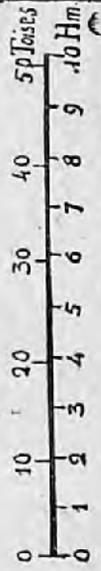
A une date que je n'ai pu préciser, 1690 ou 1692, il acheta moyennant 16.000 livres l'office de maire perpétuel de Périgueux, qui venait d'être créé², et il le conserva jusqu'à sa

(1) Arch. dép. B 165.

(2) En 1690, année de la création de ces offices municipaux, d'après M. Ph. de Bosredon (*Bul. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, 1889, XVI, p. 141); en 1692, d'après M. de Froidefond (*Annales de la Soc. d'Agriculture de la Dordogne*, 1873, XXXIV); dans son *Armorial*, celui-ci a adopté la date de 1691. Dans le Livre Rouge (Arch. mun. BB 16) on trouve à la date du 16 novembre 1692, mention de l'élection des Consuls, « M. Duchesne, comte de Montréal, ayant été pourvu par le roi de l'office de maire perpétuel. »



1. Maison Duchesne quartier des Plantiers.
2. Maison Duchesne place du Coderc.
3. Les Récollets.
4. Petites maisons.
5. Fontaine des Malades.



G.L.

mort. Dans l'exercice de cette magistrature, il sut éviter les incidents avec le corps municipal élu, ce qui ne sera pas le cas plus tard, quand Aymeric de Mèredieu d'Ambois aura acheté l'office qui, après avoir été supprimé, venait d'être de nouveau créé.

De son mariage avec Marie-Thérèse d'Hautefort naquirent quatre enfants. Dans plusieurs mémoires de juristes du fonds Taillefer, il est question de deux filles, dont l'une morte jeune, et d'un fils; mais j'ai trouvé l'acte de baptême d'un second garçon.

1^o François-Philibert, qui sera le marquis de Montréal et que j'appellerai II^o du nom, pour le différencier de son grand-père.

2^o Bernard, baptisé le 26 novembre 1702¹ et sans doute mort jeune, car il ne sera plus question de lui.

3^o L'auteur de la *Généalogie de la maison d'Hautefort*² ne mentionne qu'une seule fille, qu'il appelle Catherine et avec laquelle s'éteindra la famille; or, toutes les pièces du fonds Taillefer la nomment Marguerite, d^{no} de Montréal, et c'est ainsi que je la désignerai, III^o du nom. Saint-Allais l'appelle Marguerite-Ursule; mais je ne lui ai jamais vu donner ce second prénom.

4^o Enfin une fille puinée, qui serait morte 14 ou 15 ans après son père, c'est-à-dire vers 1725; c'est peut-être elle qui était prénommée Catherine; Saint-Allais lui donne le nom d'Antoinette; mais on a pu se rendre compte que ce généalogiste n'en était pas à une confusion près.

Dès la mort de son père, Jean-François I^{er} fit inventorier de nouveau les meubles de la maison familiale, malgré l'opposition de Catherine d'Aubusson (30 septembre 1699). Celle-ci, qui va se révéler comme une femme d'affaire, ne tarda pas à réclamer, par ministère d'huissier, l'exécution du testament de son mari en ce qui la concernait. Par deux transactions du 18 octobre 1700 et du 9 juin 1701, Jean-Fran-

(1) Arch. mun. GG 81.

(2) *Généalogie de la maison d'Hautefort*, Niort, Clouzot, 1898 [publiée par la marquise de Cumont].

çois I^{er} lui délaissa le château et la seigneurie de Breuilh et leurs dépendances; de son côté, elle abandonna quelques droits qu'elle tenait de son contrat de mariage, 6.000 livres « d'agensemens », une pension viagère de 400 livres et l'obligation de l'héberger au château de Breuilh ou à celui du Petit-Change.

En même temps, elle s'occupa des intérêts de ses enfants, qui étaient encore mineurs. Sur les 24.000 livres, qui étaient données à sa fille Antoinette III, elle obtint que Jean-François en versât 18.000 et elle lui accorda termes et délais pour le solde. Celui-ci conservant pour lui l'office de lieutenant-général et juge mage, remit en compensation à son frère Jean-François II l'obligation de 17.549 livres dûes par le clergé du Périgord, comme il était prévu au codicille. On a vu que François-Philibert avait aussi légué à son fils puiné le repaire du Petit-Change complé pour 36.000 livres, avec faculté de retirer dans l'année qui suivrait sa majorité; Jean-François I^{er} put verser cette somme et rentra en possession du domaine.

Mais d'autres dettes lui restaient à régler. Il y avait d'abord les dots de ses trois sœurs germaines, dont une partie seulement avait été versée; il s'y ajoutait des intérêts en retard et les 3.500 livres que leur père léguait à chacune d'elles.

Il était dû à Antoinette II, dame de Laxion, 7.200 livres, plus des intérêts et le legs; ces sommes lui furent versées par acomptes jusqu'en 1713.

A Marguerite II, dame de Beauregard, on devait, dot et legs, 18.500 livres; comme elle n'avait pas d'enfant, elle accepta d'être payée la dernière, à condition naturellement que les intérêts lui soient servis. Par son testament — elle mourut en 1726, longtemps après son frère — elle légua à la femme de celui-ci, Marie-Thérèse d'Hautefort, le montant de la dette.

Renée, dame des Bories, avait reçu en se mariant le domaine de Fléat compté pour 15.000 livres; en outre, le testament lui donnait, comme on l'a vu, le domaine de la Rivière, mais avec faculté de retirer pour 11.000 livres dans les dix

ans, et il lui restait dû, avec le legs, 6.500 livres. Jean-François I^{er} acheva de se libérer en 1708 et reprit possession de ce dernier domaine.

Il y avait encore quelques petites créances à payer, qu'il serait fastidieux d'énumérer.

Il fallut enfin partager les objets domestiques, notamment les draps et les serviettes; ce furent les dames, Catherine d'Aubusson et Marie-Thérèse d'Hautefort, qui s'en chargèrent; rapidement, belle-mère et bru en vinrent aux injures et aux menaces et le marquis d'Escoire, tant comme lieutenant des Maréchaux de France que comme parent ¹, dut intervenir énergiquement pour les ramener au calme.

Quand Jean-François I^{er} eut assaini la situation financière laissée par son père, le patrimoine qu'il héritait était assez amoindri. Il n'aliéna cependant aucune terre et il se contenta de faire exploiter les forêts de Montréal, de Montaut et d'Estissac; plus tard, son frère estimera la valeur de ces coupes à 50.000 livres ².

Dès la mort de son père, il se fit pourvoir et fut installé en 1700 ³. Il était devenu le personnage le plus important de Périgueux : on le qualifiait comte de Montréal ⁴, il était maire perpétuel ou « gouverneur de la ville », comme on le lit dans certains actes, lieutenant général en la sénéchaussée et juge mage de Périgord. Il en fut de sa magistrature judi-

(1) François-Louis de Ranconnet, dit le marquis d'Escoire, était fils de Louis et de Marguerite Duchesne I^{re} du nom, sœur de François-Philibert I^{er}; il était donc neveu de Catherine et cousin germain de Marie-Thérèse; il avait épousé en outre Charlotte-Antoinette d'Hautefort, qui appartenait à la branche de Marquessac et était également cousine germaine de Marie-Thérèse.

(2) Le 25 mars 1704, Jean-François I^{er} vendit au sieur Chêze, conseiller secrétaire du roi, habitant à la Forge du Pont-Saint-Mamet, pour la somme de 30.000 livres, une coupe de forêts et garennes de Montréal.

(3) Les pièces de l'installation de Jean-François ont été classées aux Archives départementales dans la liasse B 344 avec celles de l'installation de son fils François-Philibert II, à la date de ces dernières, mais sous le seul nom du père !

(4) Jamais la vicomté de Montréal ne fut érigée en comté, ni en marquisat; Jean-François I^{er} était titré comte depuis qu'il était maire de Périgueux, pour les raisons indiquées plus haut.

ciaire comme de ses fonctions municipales : elle s'écoula sans incident notable. A travers les actes du fonds Taillefer, il paraît avoir été honnête et conciliant; il sut éviter les procès, dont pourtant les occasions ne lui firent pas défaut.

Après le départ de Catherine d'Aubusson et de ses enfants, il s'installa dans la maison familiale de la place du Coderc. Il ne resta en charge que dix ans et mourut le 31 octobre 1710; comme ses parents, il fut inhumé dans la chapelle des Récollets¹.

IV

A ce moment, François-Philibert II était encore un enfant et on ne pouvait songer à lui faire occuper les charges paternelles, dont il héritait.

L'office de maire perpétuel ne fut pas vendu, car on devait savoir que le roi avait l'intention de supprimer tous les fonctionnaires municipaux, ce que fit un édit de septembre 1714. La ville fut obligée d'en rembourser à la famille le prix qui, compte tenu de la dévaluation de la monnaie et des intérêts, fut liquidé le 1^{er} février 1717 à 21.200 livres².

Quant à l'office de lieutenant-général et juge mage, il resta vacant jusqu'à ce que François-Philibert II fut en âge d'en exercer les fonctions. La vacance dura quinze ans. Il ne faudrait cependant pas croire que l'administration de la justice en souffrit; le lieutenant particulier était qualifié pour présider les audiences de la cour sénéchale; tant que dura la minorité de François-Philibert, ces fonctions furent assurées par Léonard de Montozon, s^r de La Borde. Il y avait en outre un second lieutenant-général, qualifié de criminel, mais sans le titre de juge mage; dès 1683, la charge était occupée par Pierre d'Alesme, s^r de La Grèze³; en 1718, le titulaire

(1) Arch. mun. GG 158.

(2) On sait que le remboursement des offices municipaux provoqua de nombreux incidents, qu'a relatés M. Ph. de Bosredon (Un épisode de l'histoire de Périgueux sous la Régence, *Bul. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, 1889, XVI).

(3) Arch. mun. GG 73.

était Thibaùd de Montauzon, s^r de La Faye et de Guilhaumias¹, qui démissionna en 1737.

Marie-Thérèse acheva de payer les dettes de son beau-père. Elle éleva son fils et ses deux filles et défendit leurs intérêts.

Ils habitaient toujours la maison familiale de la place du Coderc, qui fut ravagée par un incendie dans la nuit du 6 août 1719 : « Par un accident des plus extraordinaires et des plus imprévisibles, le feu se prit à leur maison avec tant de rapidité et de violence, que les principaux appartements furent détruits dans moins de deux heures. Et comme dans cette funeste occasion plusieurs de leurs papiers domestiques, meubles et autres effets furent brûlés, et encore les procès et procédures dépendants de l'estude du feu s^{sr} de Montréal et du feu s^{sr} Duchesne lieutenant-général son père, qu'on avait mis dans l'un des appartements depuis la mort du s^{sr} de Montréal », Marie-Thérèse et son fils, bien que l'incendie fût notoire, demandèrent au sénéchal qu'il en soit dressé un « verbaill », ce que fit aussitôt M. de Salleton, lieutenant assesseur, assisté de M. de Labrousse, premier avocat du roi, et d'un greffier. Ce document décrit pièce par pièce les dégâts considérables que causa l'incendie : poutres et planchers brûlés, cartelages écroulés, etc... Les deux boutiques situées à gauche de la porte du Coderc ont aussi beaucoup souffert. Cette description complète celle de l'inventaire de 1693; on y voit, par exemple, que la maison avait une seconde « grande porte ronde », ouvrant sur la petite rue qui, de la Limougeanne, conduisait à la maison de Simon, hôte du Lion d'Or².

François-Philibert II épousa le 8 juillet 1721 Anne d'Abzac de La Douze³, fille de Jean, IV^e du nom, et d'Isabeau d'Alesme de Lauterie⁴. On lui donnait maintenant par cour-

(1) Arch. dép. B 308.

(2) Arch. dép. B 310.

(3) Arch. mun. GG 87. Je ne sais pourquoi Courcelles (t. IX) donne comme date du mariage le 21 janvier 1721; à cette occasion, il qualifie François-Philibert marquis de Montaut, vicomte de Montréal et lieutenant-général ! Quant à la jeune femme, il l'a prénommée Marie-Anne-Ursule.

(4) Isabeau d'Alesme était fille de Pierre d'Alesme, s^{sr} de La Grèze, lieutenant-général criminel au siège de Périgueux, dont il a été question plus haut.

toisie le titre de marquis; mais dans certains actes, il est qualifié vicomte de Montréal, comme son grand-père.

Bien que pourvu des provisions de lieutenant-général et juge mage dès le 16 juin 1719, il ne fut admis à prêter serment et installé que le 16 avril 1725¹, quand il eut atteint sa majorité.

Au cours de sa magistrature, il soutint avec Dominique de Montozon, lieutenant particulier, un procès contre Germain Faure, s^r de Rochefort, et Jean-Louis de Froidefond, premier et second présidents du Présidial, dont il nous reste des mémoires imprimés datés de 1727 et 1729²; le différend portait sur leurs attributions et prérogatives respectives.

Avec sa jeune femme, sa mère et sa sœur Marguerite, il habitait la maison de la place du Coderc, qui avait été réparée après l'incendie de 1719.

Comme son père, il ne resta en charge que dix ans; il mourut le 7 mars 1735³ sans laisser de descendance. Anne d'Abzac, sa veuve, reprit sa dot et alla probablement vivre chez ses parents; il ne sera plus question d'elle. Les dames de Montréal, c'est-à-dire Marie-Thérèse d'Hautefort et sa fille Marguerite III, qui n'avait pas contracté d'alliance, étaient les héritières naturelles de leur fils et frère; mais la succession leur fut âprement disputée par Jean-François II, qui invoqua la substitution prévue par François-Philibert I^{er}. On trouvera plus loin les détails de ce procès.

Dès que le maître eut disparu, les serviteurs de Montréal, garde-chasse et receveur en tête, mirent le château au pillage et il fallut que Marie-Thérèse portât plainte entre les mains du procureur du roi, qui ouvrit une information⁴.

Je ne connais pas la date exacte de la mort de la dame de Montréal. La Chenaye-Desbois a écrit qu'elle décéda à Paris le 4 février 1731, à l'âge de 68 ans, ce que reproduisent Courcelles et l'auteur de la *Généalogie de la maison d'Haute-*

(1) Arch. dép. B 344.

(2) *Bibliographie générale du Périgord*, II, p. 231.

(3) Arch. mun. GG 91.

(4) Arch. dép. B 403 (1736).

fort. Il y a là une erreur manifeste de date, car elle plaidait encore en 1737 dans le procès de la substitution, auquel je viens de faire allusion. D'autre part, elle aurait eu 30 ans en 1693, lors de son mariage, ce qui n'est guère probable. Elle dut mourir en 1738. Enfin, Marguerite III décèdera en 1752.

D^r Ch. LAFON.

(A suivre)

LES ÉGLISES DE NONTRON

La ville de Nontron a eu, pendant les siècles antérieurs à 1789, plusieurs églises et chapelles ouvertes au public, sans compter celles des deux couvents des Cordeliers et des Urbanistes de Sainte-Claire. Dans les dernières années du dix-huitième siècle, on vit cette pluralité se réduire, et enfin se borner obligatoirement à une seule unité lors du retour au culte concordataire. Des rivalités n'avaient pas manqué de naître entre les fidèles attachés de préférence à l'une ou à l'autre des églises, et de longues contestations avaient divisé la population; chacune des deux églises principales pouvait en effet prétendre à être déclarée seule église paroissiale. Des documents appartenant aux Archives départementales de la Haute-Vienne, pour la période antérieure à la Révolution, donnent d'intéressants détails sur les incidents soulevés par cette sorte de concurrence et qui aboutirent à l'unification par décision de l'autorité religieuse, c'est-à-dire de l'évêque du diocèse de Limoges dont dépendait l'archiprêtre de Nontron.

L'église la plus ancienne faisait partie d'un couvent de Bénédictins, fondé en 801 par l'abbé de Charroux; elle était dédiée au *Saint Sauveur*. Nettement plus récente, l'église de *Saint-Etienne* datait probablement du milieu du douzième siècle; les dimensions en étaient grandes, elle avait trois nefs et un clocher hexagonal. Dans le cours du quinzième siècle, fut bâtie, près du cimetière de Saint-Mathurin, une petite chapelle dite de *N.-D. de Pitié*, qui prit, au xviii^e siècle, le nom de *Saint-Roch*. Tout auprès, on construisit en 1626-1627, après la découverte d'une statue qui fut considérée comme miraculeuse, une chapelle dédiée à *N.-D. de l'Assomption* et *des Clercs*; pourvue d'un clocher en 1666, allongée sensiblement et agrandie par deux chapelles formant transept en 1724-1726, cette chapelle devint une véritable église, jouissant d'une faveur et d'une vénération particulières.

L'église du « Moutier » étant, comme on disait, « prieurale », il est normal que Saint-Etienne ait été église paroissiale. Cependant, d'après Ribault de Laugardière¹, Saint-Sauveur servit « alternativement, avec Saint-Etienne, d'église paroissiale, notamment de 1669 à 1689, puis à partir du 16 mai 1692 à 1700 et de 1735 à 1781. » Il y avait là un état de fait qui, tôt ou tard, devait amener un conflit entre les partisans zélés de chacun de ces sanctuaires, mécontents du partage et désirant un privilège.

Les droits de Saint-Etienne sont nettement affirmés à l'occasion d'un legs inscrit dans le testament, daté du 22 octobre 1733, d'Antoine-Audouin Albert, docteur en théologie, curé de Nontron; il s'agit d'une rente de 50 livres léguée à la fabrique de la paroisse. Quand les héritiers d'Albert, en 1745, se libèrent de cette charge, ils précisent qu'ils traitent avec « le fabriqueur en charge de l'église de Saint-Etienne². » De même, en 1763, nous trouvons une affirmation précise dans le rapport du Visiteur qui vint, dans le courant du mois de mai, examiner l'état des édifices religieux de Nontron :

« Le service ord^e de la paroisse se fait dans l'église de moutier, située au milieu de la ville et qui appartient au Prieur de Nontron; l'ancienne église paroissiale, située hors de la ville et dans l'emplacement du château, d'un accès très difficile et escarpé, est toujours sensée la véritable église paroissiale, et les principales cérémonies telles que les bénédictions et expositions du Saint-Sacrement et les grandes messes solennelles, des annuelles et des quatrièmes dimanches du mois s'y font. »³.

Il y avait donc à Nontron, d'une part, un état de droit en faveur de Saint-Etienne, mais, d'autre part, un état de fait

(1) *Monographie de la Ville et du Canton de Nontron* (Périgueux, 1889), p. 120. Cet ouvrage, qui reprinted, en le complétant très richement, un opuscule de cet érudit publié en 1872 sous le titre *Notes historiques sur le Nontronnais*, reste une excellente base d'étude sur cette partie du Périgord. Il est extrêmement regrettable que l'auteur, qui avait vu une masse de documents, se soit abstenu d'indiquer les références pour la plupart.

(2) Archives de la Haute-Vienne, G 321.

(3) *Id.*, G 687.

tendant à donner à Saint-Sauveur des droits aussi considérables. On ne s'étonnera pas, si l'on voit bientôt le conflit éclater entre les syndics des deux églises. L'attaque partit des syndics de Saint-Sauveur, Geoffroy Couvrat, bourgeois, et m^e Jean Ribadeau, procureur, intervenant contre les syndics de Saint-Etienne, Germain Petit, m^e cordonnier, et René Lapouraille, marchand tanneur. Mais, sentant qu'ils ne gagneraient rien à une attitude provocante et intransigeante, les quatre fabriciens s'entendirent pour faire appel au jugement de l'évêque. Ils adressèrent une requête signée de leurs quatre noms ¹.

Cette requête nous apprend que l'évêque avait dû déjà s'occuper des églises de Nontron en 1745, en prenant un « règlement » en date du 16 octobre, pour décider que la rente de 50 livres, léguée par le feu curé Albert « pour être employée à l'avantage de lad. ville et paroisse en œuvres pies », serait « appliquée à l'honoraire d'un prédicateur pendant l'Avent et le Carême ».

Mais comme ce règlement ne fixe pas l'emploi de cette rente lorsqu'il n'y a pas de prédicateur pendant l'Avent et le Carême, ou l'un de ces deux tems, les exposants ont pensé jusqu'à présent ne pouvoir en faire un meilleur usage que de l'employer aux réparations de l'église paroissiale, et c'est ce qui a donné lieu à une difficulté qui s'est élevée entre les sieurs exposans pour savoir à quelle des deux églises, de Saint-Sauveur ou de Saint Etienne, elle doit être appliquée et quels d'entr'eux devoient être autorisés à la percevoir. »

Les syndics de Saint-Sauveur expliquent alors que cette église,

« quoy que dépendante du prieur, est dans le cas d'avoir la préférence parce que toutes les fonctions curiales s'y font comme plus commode pour tous les paroissiens; que les revenus de la fabrique y sont très modiques et insuffisants; qu'à l'exception des festes votives de la dite église de Saint-Etienne, on n'y célèbre les offices de la paroisse qu'une fois par mois; qu'ainsi ils doivent être regardés et considérés comme les syndics, ou marguilliers de la paroisse, puisque, par l'acte du 13 février 1766 qui porte nomination de leur personne,

(1) Archives de la Haute-Vienne, G 728.

il est dit qu'elle est faite dans le banc de l'œuvre de l'église paroissiale, quoy que faite dans l'église de Saint-Sauveur. »

La suite du même document nous apporte les arguments des fabriciens de Saint-Etienne :

« L'église Saint-Etienne étant véritablement l'église matrice et paroissiale, il est plus important de pourvoir à son entretien qu'à celui de l'église d'un prieur, dont l'usage peut leur être interdit par M^r le prieur par sa volonté; quelle a bien moins de revenus et de ressources que l'autre; qu'ils ont pareillement fait des avances considérables pour la réparer et rendre plus décente, qu'on les a toujours si bien considérés comme vrais marguilliers de la paroisse, que c'est vis-à-vis de leurs prédécesseurs qu'ont été faits tous les mouvements, toutes les instructions et tous les actes nécessaires pour parvenir à l'employ et à l'application de la ditte rente; que lors du remboursement qui a été fait par le seigneur de La Ramière ¹, de la somme de mille livres formant le principal de la ditte rente par acte du 14 9^{bre} 1769 en faveur dudit sieur Couvrat luy-même, qui a reçu cette somme au même titre, les conventions ont été faites avec eux et de leur consentement, en leur qualité de syndics de laditte église Saint-Etienne; que ce sont eux-mêmes ou leurs prédécesseurs dans la même charge qui ont reçu et donné quittance de laditte rente, et l'ont employée jusqu'icy à l'honoraire du prédicateur et, à deffaut de prédicateur, à la réparation de leur église. » Et ils concluent nettement : « A tous égards eux seuls sont fondés à en poursuivre le payement, à le recevoir et à l'appliquer. »

Les requérants demandent à l'évêque de mettre un terme aux contestations, en décidant quels syndics sont fondés à percevoir la rente et à l'utiliser, et notamment lorsqu'il n'y a pas de prédicateur; ils suggèrent l'idée d'employer alors les fonds « aux réparations de l'une ou de l'autre desdites églises, ou de toutes deux. »

Cette proposition, raisonnable en soi et assez facile à mettre en pratique le cas échéant, ne fut pas agréée par l'autorité diocésaine. Par un mandement daté du 6 mars 1775, M^{sr} du Plessis d'Argentré, loin de se prononcer pour l'une ou l'autre des deux églises, résolut la contestation en

(1) Charles de la Ramière, écuyer, s^{sr} de Puycharnaud, Lascroux, Les Roches et autres lieux.

décidant que, dans les cas envisagés par la requête, la rente serait « appliquée à l'hôpital dudit Nontron, pour le soulagement des pauvres »¹.

La désignation d'une des églises comme seule et unique paroissiale restait en suspens; sans doute, dans la pensée de l'autorité religieuse, c'était toujours Saint-Etienne qui gardait le privilège de cette dénomination. L'état de délabrement matériel des deux édifices ne va pas tarder à rendre nécessaire une décision nette. En effet, en 1779, l'évêque lui-même vint constater cet état et ordonna des réparations immédiates, sous menace d'interdit. De fait, Saint-Sauveur, en l'absence des réparations prescrites, fut frappée d'interdiction, et, le 27 février 1781, le culte fut transféré à Notre-Dame²; ce qui donne à penser que Saint-Etienne était considérée par l'évêque comme aussi impropre au culte que Saint-Sauveur. L'interdit de Saint-Sauveur devint définitif en 1784 et Notre-Dame tint dès lors le rôle d'église paroissiale.

Pourtant, cet honneur, qu'on eût pu juger enviable, fut loin de plaire à la pieuse association des Confrères de l'Assomption de Notre-Dame. Le jour même (25 juillet 1781) où fut publiée à Nontron l'ordonnance épiscopale de trans-

(1) Cet hôpital était dans un état de délabrement et de désordre qui est rapporté dans les termes les plus sévères par le Visiteur de mai 1764 (Arch. de la Haute-Vienne, G 687, f° 40; publié par A. Leroux dans *Charles, Chroniques et Memoriaux pour servir à l'histoire de la Marche et du Limousin* (1886), p. 393-394).

(2) Laugardière a donné (éd. de 1873, p. 106; éd. de 1889, p. 102) un document que nous croyons devoir reproduire : « Le 27 février 1781, nous avons, conformément à l'ordonnance de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque de Limoges, en date du 20 du même mois, à cause du défaut de confection des réparations par lui ordonnées en son cours de visite du 28 août 1779, transporté dans l'église de Notre-Dame le Très-Saint-Sacrement et les fonts baptismaux de l'église prieurale, où nous étions dans l'usage de faire toutes fonctions paroissiales, pour la dite église prieurale tombée par le défaut susdit dans l'interdiction. Le dit transport fait par nous soussigné vicaire, accompagné de la justice en corps et foule de personnes, M. le curé détenu en chambre par infirmités et qui nous a lui-même dicté et écrit sur un registre ledit acte de translation et l'a signé avec nous. » Signé : Turcat, curé de Nontron; Ratineau, vicaire.

fert, les syndics de la confrérie protestent vigoureusement : cette chapelle appartient aux confrères qui l'ont fait édifier à leurs dépens, et l'évêque ne peut en disposer de sa seule volonté; cet édifice n'est qu'une « petite église », tandis que « la paroisse avoit une église vaste et étendue et susceptible de peu de réparations. » Ils consentent à prêter leur chapelle au culte paroissial provisoirement, pendant la durée des réparations de l'église paroissiale ordonnées par délibération des habitants de septembre dernier (soit 1780)¹. On peut penser que la décision faisant de Notre-Dame l'église paroissiale a pour cause essentielle l'état relativement bon de l'édifice. Longue de trente mètres et large de neuf, pourvue de trois autels, cette grande chapelle offrait sans doute des commodités particulières pour les cérémonies, bien que sa situation fût sensiblement hors du centre de la ville². Voici, d'ailleurs, l'opinion du Visiteur de 1763 au sujet de cette chapelle :

« Il y a encore une très grande et vaste chapelle de dévotion dédiée à la Vierge sous le nom de notre D^{ie}; riche et bien entretenue, dans laquelle il y a une Confrérie très fréquentée qui vient d'être interdite par le Parlement de Bordeaux, jusqu'au rapport des lettres patentes »³.

Toute une partie de la population restait mécontente de la décision, si bien que le curé Turcat et les syndics de la fabrique de Saint-Sauveur adressèrent à l'évêque, en 1787, une supplique, longuement motivée, qui nous paraît devoir être transcrite intégralement :

« A Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque de Limoges, supplie humblement les curés, syndics et fabriciens de l'église paroissiale de la ville de Nontron, faisant tant pour eux que pour les autres habitans de laditte ville et paroisse dont l'intérêt est commun,
» Disant qu'en mil sept cent soixante-dix-neuf Votre grandeur étant à Nontron dans le cours de sa visite épiscopale, Elle trouva les

(1) R. de Laugardière, éd. 1889, p. 101. La délibération est suivie de 24 signatures. — Nous n'avons pas trouvé de copie de ce document aux Archives de la Haute-Vienne.

(2) Même ouvrage, p. 95.

(3) Archives de la Haute-Vienne, G 687, fo 19.

trois églises de St-Sauveur, de St-Etienne et de Nôtre Dame, surtout les deux premières dans un état si délabré qu'elle y ordonna des réparations considérables, dans un certain délai après lequel elles demeureroient interdites. Lorsqu'il fut question de délibérer au sujet de ces réparations, les habitans observèrent qu'ils ne devoient être assujettis qu'à celle d'une seule église pour la paroisse, et les décimateurs firent la même objection; dans cet état, il s'agissoit de fixer quelle était des églises de St-Sauveur ou de St-Etienne celle qu'on pouvoit et devoit regarder comme véritablement paroissiale, par sa nature et sa destination, et qu'on devoit préférer pour sa situation. Le suffrage et le vœu des habitans se réunit sur l'église de St-Sauveur, placée au centre de la ville, mais le prieur de Nontron prétendit qu'elle étoit propre à son prieuré et que les habitans ny avoient peu de droit. Ceux-cy combattirent ses prétentions par les raisons les plus fortes, mais ne voulant point avoir de discussions ils firent par lettre au prieur de Nontron des propositions qu'il accepta par un écrit du 24 décembre 1781 en y ajoutant des conditions onéreuses et véritablement contraires au droit et aux intérêts des habitans, ce qui empêcha ces derniers d'y acquiescer. Dans l'intervalle de ce débat, l'époque fixée pour l'interdit de l'église de St-Sauveur, qui de tous tems servoit d'église paroissiale, arrive, et le service fût transféré à la chapelle de nôtre dame, où il s'est toujours fait depuis.

» Cependant, il importe au bien de la religion et de celui tant des habitans de Nontron que des décimateurs et du prieur en particulier, que l'incertitude finisse et qu'il soit irrévocablement fixé à une seule église paroissiale, aux réparations et ornement de laquelle il soit promptement pourvu. Il ne paroît pas douteux qu'à tous égards l'église de St-Sauveur doit être préférée; que d'ailleurs la multitude des églises est inutile à Nontron, où il n'y a pas de revenus de fabrique ni d'aucune autre espèce pour fournir aux besoins de l'autel, et enfin le nombre des ministres ne permet pas de desservir plusieurs églises. Mais comme avant tout vôtre Grandeur a besoin d'être juridiquement fixée sur l'état des lieux par un procès-verbal régulier, les supplians ont l'honneur de recourir à votre autorité et justice.

» Ce considéré, Monseigneur, il vous plaise ordonner qu'en présence des décimateurs de la paroisse de Nontron et en particulier du sieur de La Bachellerie, prieur⁴, ou eux dûment appelés, il sera incessa-

(4) Pierre-Paul de La Bachellerie de la Chaize, licencié ès-lois, prieur commandataire de l'église de Saint-Sauveur, demeurant à Eymouliers; prieur de 1780 à 1790.

ment et par le commissaire qu'il plaira à votre grandeur de commettre, fait procès-verbal de l'état et situation des églises de St-Sauveur, de St-Etienne et de Nôtre Dame de lad. ville de Nontron, ainsi que des direz et observations tant des habitans que des décimateurs et du sieur prieur, et autres circonstances qui seront jugées utiles et nécessaires, pour cela fait être procédé par votre grandeur dans les formes de droit au choix et fixation d'une seule église paroissiale, à l'entretien et réparation de laquelle les décimateurs et les habitans soient assujettis conformément aux loix et ord^{es} du royaume, et vous ferés justice.

» Signé : Turcat, curé de Nontron ; Ribadeau, du Mas, syndic, tant pour moi que pour le s^r Couvrat, mon consort, absent. »

Cette supplique est communiquée par l'évêque à son promoteur général le 25 septembre 1787, lequel requiert nomination par l'évêque d'un commissaire enquêteur, devant qui seront assignés « tous et tels témoins qu'il conviendra entendre »; de plus il est requis qu'il soit dressé procès-verbal de l'état des trois églises, avec indication du nombre des paroissiens de la ville de Nontron. L'évêque désigne pour commissaire le vicaire-général Pétiniaud. Celui-ci fixe au 23 octobre l'audition des personnes à entendre par lui et sa visite des trois églises, « tant par rapport à leur situation respective que par rapport à l'état des batimens, des ornemens, des linges, livres et vases sacrés en dépendant. »

Par l'huissier Jean Excousseau ¹, le promoteur général en l'officialité de Limoges, « messire Joseph Lamy de Luret, docteur en théologie, demeurant en la ville de Limoges, près la cathédrale, paroisse de St-Jean, et pour vingt-quatre heures seulement (faisant élection de domicile) en la ville de Nontron et dans le couvent des révérends pères cordeliers », fait assigner pour les 23 et 24 octobre, à 8 heures du matin, « tant dans l'église de Nôtre Dame que dans celles

(1) Qui se qualifie « huissier de la chancellerie près le siège présidial de la ville de Périgueux, garde en la connétablie de nos Seigneurs les maréchaux de France, reçu immatriculé au baillage royal de Dun le Roi, exploitant par tout le royaume ».

ensuite de S^t-Sauveur et de S^t-Etienne », les personnalités suivantes :

« M^o Pierre Grolhier, notaire royal et lieutenant de la ville et baronnie de Nontron, y demeurant ¹.

» M^e Jean Authier, s^r de Chatillon, avocat en la cour et procureur d'office de la ville et baronnie de Nontron, y demeurant.

» M^r M^o François Thibeau Faurien, sieur de Villopré, avocat en parlement et juge sénéchal du marquisat du Bourdeix ², et m^o Guy Tamagnon, bourgeois et procureur ³, tous deux habitans de la ville de Nontron, l'un et l'autre pris en qualité de syndic trésorier de l'église de Nôtre Dame des clers.

» Messire Thibeau Faurien de Villopré, chanoine de la cathédrale de Périgueux, docteur en théologie, et curé du bourg et pa^{sse} de S^t-Martial de Valette ⁴.

» M^r Pierre Simon Blancheton, docteur en théologie, prêtre et vicaire de la pa^{sse} de S^t Martial de Valette.

» Messire Moreau de S^t-Martin, chevalier seigr dudit nom, habitant au bourg de S^t-Martial de Valette.

» Messire Adrien Sicaire Texier, gens d'arme de la garde du roi, écuyer seigneur de Tabicor, chevalier de l'ordre de S^t-Louis, habitant de la ville de Nontron.

» Gérôme Marcillaud, sieur de Bussac, ancien lieutenant de cavalerie au régimen de Tateran, habitant de lad. ville de Nontron.

» M^e Jean Baptiste Michel de Mazerat, avocat en la cour, juge sénéchal de la ville et baronnie de Nontron, y demeurant ⁵.

» M^r m^o Pierre Feuillade, avocat en la cour, dem^t en la ville de Nontron » ⁶.

(1) Cité par R. de Laugardière, 1872, pp. 31 et 45; fut lieutenant du juge de Nontron. — Notre auteur cite aussi un Grolhier du Reclus et un Grolhier des Virades (p. 41, 32).

(2) Aussi syndic des religieuses de Sainte-Claire (*Ibid.*, 99). — Laugardière cite un Jean, sieur de Mantrol, avocat, 1770 (p. 38).

(3) « Procureur postulant » (*Ibid.*, 38).

(4) La paroisse de Saint-Martial de Valette était annexe de la cure de Nontron. Ainsi s'explique la convocation de plusieurs personnalités de cette paroisse.

(5) Jean-Baptiste-Michel de Mazerat acheta en 1787 le château de Nontron au comte de Lovie (*Ibid.*, 26, 129). Notre auteur cite d'autres membres de la famille exerçant des fonctions d'ordre juridique et judiciaire dans la cours du dix-huitième siècle (p. 33, 65, 87, 88).

(6) Laugardière cite un Charles Feuillade, sieur de Laterrière, syndic collecteur en 1723 (p. 52, 81), et un Jean, sieur de Bosredon, membre adjoint du Conseil général de la Commune en 1790 (p. 90).

Le dossier¹ ne contient malheureusement pas le procès-verbal de l'enquête faite à la suite de cette requête. Mais on sait que la préférence réclamée pour l'église de Saint-Sauveur ne fut pas accordée par l'autorité diocésaine. La chapelle de Notre-Dame des Clercs devint l'unique église paroissiale de Nontron, jusqu'au moment où les cultes furent supprimés.

On sait ce que fut alors le sort des églises de Nontron. Saint-Sauveur, vendu nationalement en 1797, servit de magasin, de grange, d'écurie; Saint-Etienne fut le temple de la déesse Raison. Notre-Dame devint atelier de fabrication du salpêtre, puis logement de prisonniers de guerre, etc.².

Au milieu de l'année 1801, le Concordat reconnaît la religion catholique comme étant celle « de la majorité des Français »; il en rend le culte libre et public, restitue à l'Eglise tous les édifices religieux qui, n'ayant pas été vendus ou détruits, seront reconnus nécessaires au culte, mais en posant le principe qu'il existera une seule église par commune. Ce fut Notre-Dame qui, à Nontron, fut désignée pour la célébration des offices; le mobilier en avait été vendu; mais l'édifice, conservé, put être réaménagé assez facilement. Cependant, Saint-Etienne, malgré son délabrement, restait debout et ses partisans n'avaient point renoncé à lui rendre son ancien rôle d'église paroissiale. Un mémoire présenté en août 1805 au sous-préfet de Nontron par les marguilliers « de la paroisse de Nontron », expose fort bien le plan que ces zélés défenseurs de la vieille église avaient combiné pour déposséder Notre-Dame³.

Sur un ton tour à tour ironique et grave, ils réveillent « la vieille discussion sur le choix et le local d'une église paroissiale »; ils font ressortir l'insuffisance de la chapelle N.-D., et insistent pour le retour à Saint-Etienne. Car « il n'y eut jamais abandon réel, ni de la part des paroissiens, ni de la

(1) Archives de la Haute-Vienne, G 728.

(2) Langardière, éd. 1889, p. 130, 138; 121-122; 109-110.

(3) Document publié par notre confrère M. G. Rocal, *Bulletin* de 1939, t. LXVI, 5^e livr., p. 535-537. — Cf. t. LXIV (1937), 2^e livr., p.-v. p. 85.

part de l'autorité ecclésiastique. » Ils font remarquer que « l'église matrice est toujours solide », si bien que « le conseil de la commune a arrêté, cette présente année, que Saint-Etienne serait recouvert et conservé. » Restait l'objection grave d'un emplacement non central, d'un accès escarpé et rude; les marguilliers voient le remède à ce fort inconvénient dans des travaux de voirie qui profiteraient à la ville entière.

L'habileté et l'éloquence des marguilliers restèrent vaines; Notre-Dame fut maintenue seule église paroissiale. Au début de 1820, le Conseil municipal décida la démolition de Saint-Etienne; les murs en étaient encore si solides que, dit R. de Laugardière, il fallut employer « le fer et la poudre » pour en venir à bout; l'opération n'aurait été achevée qu'en 1826. De Saint-Sauveur, la noble façade, ornée d'arcades d'un style roman très pur, subsista jusqu'en 1879. Mais, à son tour, Notre-Dame, jugée de plus en plus insuffisante et trop peu digne d'une ville accrue et embellie, dut faire place à un édifice nouveau, dont la première pierre fut posée en 1872 et qui fut ouvert au culte en 1876. Ce fut là le dernier terme d'une longue contestation¹.

Franck DELAGE.

(1) Laugardière, éd. de 1873, p. 48, 54, 91, 121; éd. de 1889, p. 93, 110, 122, 131. — J. de Verneilh a donné à notre Bulletin un intéressant dessin de la façade de Saint-Sauveur au moment de la destruction finale (1879, tome VI, p. 458).

VARIA

VOL FAIT DANS UNE HOTELLERIE DE BORDEAUX
A UN CHANOINE DE LA COLLÉGIALE DE LA ROCHE BEAUCOURT
(1627)

Aujourd'hui, sixiesme novambre mil six cens vingt sept, pardevant moy, notaire et tabellion royal a bourdeaux, sén. de Guyenne, soubz signé, présans les tesmoingts bas nommés, a esté personnellement estably Masse Dapuril, hoste du logis où pend pour enseigne Lafortune. Lequel, parlant à M^e Simon Croiset, chanoine en l'esglise collegiale Saint-Théodore de La Rochebeaucourt, luy a dict et remonstré que le jour d'hier et à l'heure de quatre ou cinq heures après midy, ayant le dict Masse sa femme mallade dans la chambre basse de lad. maison et sad. femme-estant couchée dans ung liet, à laquelle led. Dapuril parlant et s'informant de sa maladie, luy auroict respondu qu'elle avoict un cours de ventre lequel la pressoict grandement, ce qui auroict ocquasionné led. Dapuril de se dessandre une chere persee, laquelle voulant passer et mettre au costé dud. liet vers la muraille de la ville et entre ung autre lit, led. Dapuril en haussant lad. chaire pour la passer aud. lieu, auroict tombé à l'instant ung sachet de toile qui estoict dans lesdicts pelletons¹, lequel aiant faict amasser par Marie Severe, nièce dud. Dapuril, qui estoict a laver dans lad. chambre et l'ayant prins de ses mains, led. Dapuril estoict allé à l'instant dans la maison où loge phiacre Lamoulliere, bourgeois et courretier jurat de la presante ville, qui estoict ci-devant l'hostellerie où pandoict par enseigne *Les trois pommes*. auquel Lamoulliere parlant il luy auroict dict comme ce dessus et a icelluy exybé et dellivré led. sachet pour voir ce qui estoict dans icelluy, et icelluy prié et requis le voir et compter ce qui estoict dans et s'en ressouvenir pour servir en temps et lieu comme de raison, ce qu'il auroict faict. Et, de faict, auroict prins led. sachet, qui estoict attaché a ung esplingue, et ayant hosté ce qui estoict dedans, ce seroict trouvé quatre pistolles doubles et trois escus d'or plié dans ung papier, dans ung aultre papier vingt

(1) Probablement pour « pelotons » et, par extension, le rembourrage de la chaise.

cinq pistoles simples et, finalement, dans ung aultre papier quarante deux escus d'or simples au soley, tout lequel sud. or et susd. espèces led. Dapuril auroit remis dans led. sachet, et d'aultant que, cy devant, le s^r Croiset a formé plainete et faict informer a l'encontre de Jeanne Claverie, sa servante, et M^r Bernard Pailhet, escollier, pour raison de certain laresin a luy faict dans la maison dud. Dapuril de pareil nombre d'or et semblables especes, peult avoir deux mois deux jours, et tient lesd. accusés ez prisons de la maison commune de la presante ville et poursuit son action a l'encontre d'eux en la cour du parlement où le proces est pandant, devoleu par appel. A cette cause, icelluy Dapuril, parlant comme dessus aud. s^r Croiset, luy a exybé a descouvert les sud. quatre pistoles doubles, trois escus d'or, quarante deux escus au soley et vingt cinq pistoles simples, sommé et requis icelluy de recognoistre si est celluy qu'il presupose avoir perdu et luy avoir esté prins et desrobé et, led. aveu par luy faict, prendre et recevoir icelles pistoles et escus. protestant a faulte de le faire a l'encontre de luy de tous despans dommaiges et interest et de consigner lad. somme a ses perils et fortunes et généralement de tout ce qu'il peult et doit protester; lequel s^r Croiset, après avoir veu lesd. espèces a luy exybées par led. Dapuril, a dict et recogneu estre les mesmes et semblables espèces d'or que celles qui luy furent volées le jour mentionné en sa plainete; partant, sans prejudice dud. aveu et pour raison de fret autres et de ses despans dommaiges et de se pourvoir ainsin qu'il verra estre a faire, a dict led. qu'il est prest de prendre et recevoir lesd. susd. espèces comme, de faict, a icelles prises et retirées, après les avoir comptées et nombrées, lesquelles quatre pistoles doubles, trois escus et quarante deux escus d'or et vingt cinq pistoles simples d'aultre led. s^r s'en est tenu pour bien comptant et en tient quitte led. Masse et promet led. s^r tenir quitte envers et contre tous a peyne de tous despans dommaiges et interestz, le tout aux susd. reservations et protestations, dont ce que ci dessus led. Dapuril m'a requis acte pour luy servir que de raison, que luy ay faict. A bourdeaux, dans led. logis de la fortune, après midy, es presance dud. s^r Lamoulière et eymar Monteilh et bertrand Debeyres, praticiens, habitans dud. Bourd. tesmoins a ce requis.

Signé : Croset, pour avoir receu la susd. somme aux susd. protestations et reservations; M. Apuril, Lamolière, Monteilh, Debeyres, Doamlup¹.

Pour copie conforme, Emile DUSOLIER:

(1) Arch. dép. de la Gironde : Jacques Doamlup, notaire, série E, garde-note n^o 4.670, f^o 283 recto.

PLAINTÉ D'HABITANTS DE FESTALEMPS
AU SUJET DU RAVITAILLEMENT

Le 22 prairial an II (16 juin 1794), les citoyens Pierre Payement, Jean Vilette, François Bousquet, Martial Cuisinaud, Jean Paquet, Léonard Bittard, François Mazière, Jean Chapuzet et quelques autres, de la commune de Festalemps, adressent au Comité révolutionnaire de Ribérac une plainte contre leur municipalité, au sujet de la répartition des subsistances. Ils prétendent qu'on ne leur a pas accordé les rations fixées par le représentant du peuple Romme et qu'ils ont subi des retards dans la livraison de leur contingent.

Le Comité, « considérant que la pénurie des subsistances qui désole les habitants du district a pu, dans la commune de Festalemps, donner lieu à la réduction dont se plaignent les pétitionnaires; que la municipalité a pu, pour préserver la masse des habitants d'une famine absolue, retarder la livraison ou opérer des réductions nécessitées par les circonstances impérieuses dans lesquelles ils se trouvent; que, d'ailleurs, ils peuvent encore avoir agi d'après des arrêtés de l'administration du district, à qui les connaissances des matières relatives à la distribution des subsistances appartient, et sauf la suite des délits qui pourraient être de la compétence du Comité », envoie ladite plainte à l'administration du district, qui vérifiera les faits dénoncés et prononcera, « sauf à renvoyer devant le Comité, pour la suite des délits, ou malversations des officiers municipaux, s'il y a lieu ».

Qu'advint-il ensuite ? Il n'en est plus question sur aucun des registres de l'époque. Néanmoins, cela prouve que les temps étaient durs et que le sentiment de la justice ne craignait pas de se manifester au grand jour.

A. DUBUT.

NÉCROLOGIE

Pierre **TAUZIAC**

(1866-1941)

En 1941, la mort, après nous avoir enlevé, à nous préhistoriens, des hommes comme Marcel Baudoin, H. Corot, C. Lecouen..., vient de nous ravir encore Pierre Tauziac, l'animateur des fouilles de Moncaret (Dordogne).

Pierre Tauziac ! De celui-là, aussi, combien édifiante fut la vie, toute de ténacité, de labeur, d'honnêteté, d'altruisme. Et quel magnifique exemple d'auto-didactisme !

Né en milieu modeste, le 8 février 1866, à Vêrac (Gironde), le jeune Tauziac, à l'occasion de ses fonctions d'enfant de chœur, prit goût à écouter l'enseignement archéologique de M. l'abbé Delpeyrat qui, en 1863, avait été nommé curé de Moncaret. Or, l'abbé savait d'une part, qu'en 1827, au cours de travaux sur la place Saint-Pierre, des ouvriers avaient trouvé des restes d'un aqueduc romain, des dalles funéraires et des débris d'amphores et que, d'autre part, du fait de ces découvertes, quelques travaux archéologiques avaient été exécutés à cette époque, puis arrêtés par la révolution de 1830 et qu'on en était resté là ; et enfin que chaque fois que le fossoyeur creusait une tombe dans la partie dite commune du cimetière, on pouvait recueillir des morceaux de mosaïque.

Aussi, l'abbé avait-il repris les fouilles, et Tauziac s'y était vivement intéressé, et d'autant plus que les commentaires de l'abbé l'avaient conquis à l'archéologie : petit à petit, il avait, dès cette époque, formé le projet de reprendre plus tard ces travaux, mais en grand. En attendant, il commença à recueillir de nombreuses pièces préhistoriques et archéologiques qui commencèrent sa collection et renforcèrent sa vocation.

Aussi, s'étant engagé à 18 ans pour participer à la conquête du Tonkin et ayant obtenu dans l'armée le grade d'adjudant, décida-t-il en 1893 de prendre sa retraite et de rentrer à Moncaret pour continuer le commerce de ses parents et, si possible, réaliser un jour son rêve de faire des fouilles autour de la vieille église.

Mais, pour cela, il fallait obtenir la désaffectation du cimetière, projet exigeant d'autant plus d'appuis qu'il soulevait d'hostilités, souvent malveillantes, de certains concitoyens; et il fallait aussi des crédits !

Et plus de vingt-cinq ans passèrent. Il les employa à acquérir les connaissances qui lui manquaient. En 1919 enfin le marquis de Fayolle, président de la Société archéologique du Périgord, et à qui la préhistoire en Périgord doit tant (comme l'archéologie au chirurgien Testut), signala au Ministère des Beaux-Arts l'intérêt présenté par Moncaret et ceci décida de la venue, en novembre 1920, de M. Jules Formigé, architecte en chef des Beaux-Arts, lequel comprit l'intérêt des futures recherches et obtint un premier crédit de 9 000 fr. pour procéder à des sondages dans le cimetière; et ces sondages, sur la recommandation du marquis de Fayolle, furent surveillés par Pierre Tauziac.

C'est donc, ceci dit en passant, à l'intervention du marquis de Fayolle et de M. Formigé que Tauziac doit d'avoir pu réaliser sa vocation et ramener au jour les témoins des civilisations successives qui se sont étagées à Moncaret, et tout spécialement de la civilisation gallo-romaine. Et c'est à ces deux savants, également, que l'archéologie française est redevable du joyau qu'est Moncaret. Au reste, par la suite, l'appui si précieux de M. Formigé continua à se manifester toujours, et ce fut heureux, pour mener à bien les travaux et arriver à vaincre les difficultés soulevées par l'hostilité locale. Aussi, Tauziac avait voué à M. Formigé, et très justement, une grande reconnaissance.

Ainsi donc, depuis 1920, les travaux ont continué sans arrêt; un musée a même été construit, à la fois pour abriter une splendide mosaïque romaine et aussi pour exposer des objets et documents : gaulois, gallo-romains, mérovingiens, carolingiens, puis médiévaux, qui avaient été trouvés.

Signalons à cet égard (la chose n'ayant jamais été faite jusqu'à présent) que les trouvailles, même au point de vue des arts médiévaux, sont des plus intéressantes. C'est ainsi que, parmi les nombreux débris de poteries simples, puis vernissés (du v^e et xvi^e siècles) qui ont été recueillis, ceux des xii^e, xiv^e, xv^e et xvi^e, permettent de reconstituer ce que fut la céramique en Périgord et aux confins de la Saintonge et de l'Agenais.

C'est ainsi, par exemple, qu'après toute une série de pièces préhistoriques, puis de très beaux vases romains et gallo-romains, on peut étudier là la série évolutive de ce vase, d'origine wisigothique,

ét si caractéristique qu'on retrouve dans toute l'Aquitaine : le « pégaud » ; et on y voit aussi, depuis le début de 1940, une série de récipients vernissés médiévaux, avec bandes et pastilles d'applique sur les flancs et mascarons céphalomorphes humains sur le marli, probablement exécutés aux ateliers du Mas d'Agenais (Lot-et-Garonne) et qui sont de magnifiques poteries.

Or, ces récipients, c'est en arrivant à les reconstituer avec Tauziac que nous avons démontré leur usage, insoupçonné jusque-là¹, et leur avons, dès lors, rendu leur vieux nom de « charniers »².

Quoiqu'il en soit, la récompense de tant de labeur tenace au profit des fouilles de Moncaret vint, en 1934, à la suite d'une visite de M. de Monzie ; car, cette année-là, Pierre Tauziac fut fait chevalier de la Légion d'honneur.

Depuis, il continua chaque année ses fouilles et mit ainsi à jour de nouvelles et fort précieuses mosaïques, de très nombreux objets, plusieurs sarcophages de pierre et, trouvailles inédites, quelques cercueils de fœtus ou de nouveaux-nés faits de 2 tuiles, dites « canal », opposant leur concavité.

Fin 1939, il avait très heureusement utilisé les crédits à mettre tout ce centre archéologique à l'abri, à l'aide d'une forte clôture de grillage, heureusement, car, peu après, ce fut le flot des réfugiés...

Patriote ardent, Tauziac avait été moralement assommé par les événements de l'an dernier : il souffrait d'être séparé, par la ligne de démarcation, de l'une de ses filles et de ses petits-fils habitant Bordeaux ; enfin, son état de santé exigeait des soins et une certaine alimentation dont il fut privé, de plus en plus, par des restrictions de tous ordres et il commença à dépérir.

Ce sont ces trois facteurs qui nous ont enlevé, trop tôt, un collègue de haute valeur morale et dont le labeur sagace et tenace a enrichi précieusement notre patrimoine de science et d'art.

D^r Stéphen CHAUVET.

(1) A ne pouvoir étudier jusque-là que de beaux débris de marli, seuls, ceux qui s'intéressent à ces questions auront déduit qu'il s'agissait de débris de jarres ou de vases.

(2) Grandes terrines, de forme ovale, destinées à contenir des pâtés de viande.

M. ROBERT BENOIT

Robert Benoît, qui vient de disparaître après quelques jours de maladie, était, au moral comme au physique, une belle figure périgourdine.

D'une intelligence vive, d'un caractère loyal, d'un cœur généreux, il ne comptait parmi nous que des amis. Le torse droit, l'œil pétillant de malice, le verbe sonore, il avait conservé toutes les apparences de la jeunesse.

Il était né en 1862 dans la petite cité de Mussidan, à laquelle il garda un indestructible attachement; après de bonnes études dans un pensionnat de cette ville il apprit, près de son père, le métier de coiffeur, puis, comme il était de coutume alors, il fit un tour de France; il le termina par un séjour à Paris pour se perfectionner dans son art. Il fit ensuite son service militaire en Algérie, rentra dans ses foyers et, après un heureux mariage, vint fonder à Périgueux un salon de coiffure qui devait connaître une rapide prospérité.

Jeune, Robert Benoît avait eu le souci d'élargir sa culture afin d'avoir, suivant le mot de Molière, « des clartés de tout »; il avait lu tous nos grands écrivains, mais, concitoyen d'Auguste Chastanet, son goût le porta de bonne heure vers l'étude de notre dialecte, reflet de cette langue d'oc qu'illustrèrent nos troubadours et que Mistral avait en quelque sorte recréée dans des chefs-d'œuvres immortels.

En 1901, quelques régionalistes périgourdins fondèrent le « Bour-nat » pour remettre en honneur notre langue et nos traditions; Robert Benoît prit part aux concours littéraires de l'école félibréenne, dont il devint le lauréat et, en 1904, il publiait un petit volume de contes et de chansons qu'il appela *Lous Bigoudis*, à l'exemple de Jasmin qui, coiffeur et poète comme lui, avait publié *Las Papillotas*. Deux autres opuscules suivirent, puis Robert Benoît eut l'ambition de composer un roman champêtre en vers, en 1907.

Ce fut d'abord *Servilhoto* que Chabaneau, l'éminent romaniste, présenta au public; après un bref résumé de cette idylle paysanne, il terminait ainsi : « Au-dessous de l'Olympe, où trône Mistral et où resplendissent les figures idéales de Mireille et de Vincent, s'étagent à diverses hauteurs d'autres cimes; Robert Benoît, en écrivant *Servilhoto*, vient de poser un pied ferme sur le chemin qui y conduit. »

Un autre roman rustique, *Francilho*, suivit en 1910. Extrayons de la préface de René Lavaud, agrégé de lettres, le passage final : « C'est

une tâche ardue que d'exprimer les nuances du sentiment dans une langue plébéienne alourdie par un long servage; Robert Benoit l'a tenté en artiste amoureux de son métier. Il est ainsi, n'est-ce pas son meilleur éloge, l'heureux émule de Chastanet, le conteur alerte, et de l'harmonieux Jasmin. »

La jeune renommée de Robert Benoit dépassa bientôt les limites de notre province; il avait été nommé « maistre en gay savoir » en 1907; après la publication de *Francilho*, il fut nommé Majoral. Il prenait place ainsi dans le conseil du Félibrige, sorte d'académie occitane dont chaque membre a le privilège d'épingler, à sa boutonnière, la cigale d'or. En 1920, il succéda, comme Président du Bournat, à M. Dujarric Descombes; il reprit alors l'organisation de ces félibrées dont il avait été l'animateur et qui lui valurent, en Périgord, une popularité du meilleur aloi.

Quand l'établissement d'une banque vint l'exproprier de son fonds de commerce, heureux de peu, comme le sage, il se contenta de l'honnête aisance qui était le fruit du labeur et... il continua de travailler. On pourrait même dire qu'il continua de servir et qu'il a servi jusqu'à sa mort l'intérêt public, comme secrétaire du Syndicat d'Initiative, comme fondateur des « Amis de la Légion ». D'autre part, la dignité de sa vie familiale et son parfait désintéressement lui assuraient la considération de tous, et quand il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1926, on considéra cette distinction comme la juste récompense de « services exceptionnels ».

Robert Benoit était venu à nous en 1917; depuis son admission dans notre société, il se montra toujours assidu à nos séances et prit part, volontiers, à nos controverses courtoises, surtout quand il était question d'étymologie ou de toponymie concernant le Périgord. En 1930, il publia une œuvre de longue haleine, « La grammaire périgordine », avec la collaboration de René Lavaud; les deux auteurs ont fixé dans ce travail, avec précision, les règles de la graphie et de la syntaxe de notre vieux dialecte. Un autre ouvrage auquel il consacra beaucoup de recherches et beaucoup de temps, ce fut *La Petite Histoire de Périgueux*; il y rassembla une foule de documents et elle constitue un guide précieux pour ceux qui aiment à se pencher sur le passé de la vieille cité.

Robert Benoit ne fut pas assurément un poète lyrique; ses poèmes sont plutôt des poèmes didactiques; on y sent le reflet d'une vie simple et droite; on y trouve la résonance de ses affections, de ses efforts et de ses tendances. Il fut incontestablement un conteur, continuant dans ses *viorlas* la tradition des vieux conteurs du Moyen-Age,

qui ne craignaient point d'assaisonner leurs historiettes de quelques gaillardises. Il aime toutes les bonnes choses de notre terroir, le cèpe, la morille et la truffe; il n'est pas insensible aux joies de la table; le chabrol et les châtaignes blanchies provoquent son « ébran ».

Robert Benoît fut aussi un homme de théâtre; il a composé une trentaine de pièces, pleines de gaieté et de vie; ses personnages se meuvent comme des personnes vivantes, de cette vie, un peu conventionnelle il est vrai, qui se déroule entre la rampe et la toile de fond.

Robert Benoît fut enfin une sorte d'apôtre qui savait élever le ton pour défendre notre langue, la française comme la périgourdine, contre l'intrusion des mots étrangers, lorsqu'il voulait exalter notre race paysanne et nos « usances » provinciales. Dans un vocabulaire, à la fois robuste et narquois, il évoque les divers aspects de la vie périgourdine avec un don aigu de l'observation et un sens éveillé du pittoresque. De ses poèmes, on sent monter une bonne odeur de foin coupé et de fleurs des champs; ils résonnent du gai bourdonnement des abeilles et du chant joyeux des oiseaux. L'ensemble de son œuvre est un hymne à la terre ancestrale et à la noblesse de la vie au soleil.

On a coutume de dire de ceux qui exercent deux métiers, que celui dont ils ne tirent pas profit est leur « violon d'Ingres ». Robert Benoît fut, en son temps, un coiffeur expert, et beaucoup d'élégantes durent au prestige de son coup de peigne une partie de leurs succès mondains. A pénétrer son œuvre, on a néanmoins l'impression que la culture des lettres ne fut pas pour lui un simple passe-temps, mais, tout à la fois, une vocation et un apostolat.

A. DE LACROUSILLE.